



Garder le trafic sous contrôle dans le Nord du Niger

Rapport Afrique N°285 | 6 janvier 2020

Traduit de l'anglais

Headquarters

International Crisis Group

Avenue Louise 235 • 1050 Brussels, Belgium

Tel: +32 2 502 90 38 • Fax: +32 2 502 50 38

brussels@crisisgroup.org

Preventing War. Shaping Peace.

Table des matières

Synthèse	i
I. Introduction	1
II. Nouvelles tensions et risques de violence	2
A. L'interdiction du trafic de migrants en 2015	4
B. Une concurrence accrue pour le trafic de drogue.....	6
C. La ruée vers l'or.....	7
D. Les pressions internationales	9
III. Comment le Niger jugule la violence liée au trafic.....	12
A. La cogestion de l'économie informelle	13
B. La coopération dans le Centre-Nord	15
C. Les tensions dans l'extrême Nord.....	16
D. Les risques liés à la gestion des conflits au Niger.....	19
IV. Tirer profit des atouts du Niger.....	20
A. La priorité : réduire la violence.....	21
B. Investir davantage dans l'économie formelle.....	23
C. Eviter de déstabiliser le Niger par mégarde	24
V. Conclusion	26
ANNEXES	
A. Carte du Niger	27
B. Routes migratoires au Niger	28
C. Mines d'or au Niger	29
D. Principales routes du trafic de drogue au Niger.....	30
E. À propos de Crisis Group	31
F. Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2017.....	32
G. Conseil d'administration de l'International Crisis Group.....	34

Principales conclusions

Que se passe-t-il ? Les modes de gestion informelle de la violence liée au trafic de drogue, d'or et de personnes dans le Nord du Niger sont mis à rude épreuve – à cause d'une part de la pression européenne pour freiner la migration, et d'autre part de la concurrence accrue sur les routes de transport de la drogue. La découverte de gisements d'or risque également de créer de nouveaux défis.

En quoi est-ce significatif ? Les accords tacites entre les autorités et les trafiquants comportent des risques, notamment celui de criminaliser l'Etat à mesure que le commerce illicite et le milieu politique s'entremêlent. Mais la rupture de ces accords serait encore plus dangereuse : si les différends liés aux trafics dégénéraient en conflits, ils pourraient déstabiliser le Niger comme ils l'ont fait au Mali voisin.

Comment agir ? Le Niger devrait renforcer ses systèmes de gestion des conflits. Les mesures contre les trafiquants devraient se concentrer sur ceux qui sont lourdement armés ou qui ont recours à la violence. Niamey et les acteurs extérieurs devraient redynamiser l'économie formelle au Nord. Les dirigeants européens devraient veiller à ce que leurs politiques ne mettent pas en péril les pratiques qui ont permis au Niger d'échapper à des flambées de violence.

Synthèse

Depuis des années, les dirigeants nigériens limitent les effusions de sang liées aux trafics dans le Nord du pays en passant des accords tacites avec leurs protagonistes, mais cette approche est aujourd'hui mise à rude épreuve. L'économie informelle autrefois florissante du Nord a pâti de l'interdiction du trafic de migrants, adoptée par le gouvernement en 2015 sous pression européenne. En parallèle, la concurrence accrue pour les routes du trafic de drogue a exacerbé les tensions, et la découverte récente de gisements d'or comporte ses propres risques. Niamey devrait renforcer ses initiatives informelles de gestion des conflits et soutenir l'économie formelle au Nord, tout en sévissant contre les trafiquants les plus violents. Les acteurs internationaux, en particulier les dirigeants européens qui cherchent à freiner la migration, devraient soutenir cette double approche. Les armées étrangères qui, pour l'instant, se concentrent principalement sur la lutte contre les jihadistes, ne devraient pas se laisser entraîner dans les efforts visant à juguler le commerce illicite. Si les différends liés au trafic devaient dégénérer en conflits ouverts, il est presque certain que cela exacerberait le militantisme et la migration que les gouvernements occidentaux espèrent contenir.

Au cours des vingt dernières années, le commerce de la drogue, de l'or et des personnes a généré des revenus sans précédent dans le Nord du Niger. Pour protéger leurs intérêts dans un contexte de concurrence accrue, les trafiquants ont engagé des groupes armés, dont des bandits et des rebelles issus des minorités ethniques. Ils ont également conclu des accords avec des responsables étatiques, que ce soit pour soustraire leurs activités commerciales aux contrôles officiels ou pour s'acheter les services de soldats afin de protéger leurs convois. Certains sont devenus des hommes d'affaires ou jouent un rôle sur la scène politique nationale. De leur côté, les autorités nigériennes centrales et locales ont cherché à contenir le trafic plutôt qu'à y mettre fin, en s'efforçant de résoudre les querelles entre les barons rivaux de peur qu'elles ne dégénèrent en combats communautaires. La gestion du commerce informel a souvent contribué à soutenir les économies fragiles et à intégrer d'anciens rebelles au sein du gouvernement.

De nombreux habitants de la région regardent avec circonspection cette nouvelle classe de trafiquants pourvus de connexions politiques. Ils craignent que ces hommes ne s'allient à certaines factions politiques pour en tirer un avantage mutuel, affaiblissant les institutions gouvernementales, cooptant les forces de sécurité de l'Etat et finissant par faire de l'Etat une entreprise criminelle.

Ces préoccupations sont sérieuses, mais pour l'instant, il vaut mieux que le Niger continue à faire des compromis avec les trafiquants, à condition que ces accords permettent de prévenir la violence. Ce type d'arrangement a bien fonctionné à Agadez, où l'Etat a intégré dans ses rangs des élites touareg auparavant hostiles et a choisi la voie du dialogue pour faire en sorte que le commerce illicite bénéficie économiquement aux populations locales. En revanche, des systèmes informels similaires font défaut dans la région du Kowar, à l'extrême Nord, où les élites toubou nourrissent des griefs contre l'Etat et où les conflits liés aux trafics ont aggravé les frictions entre Toubou et Touareg. Cet espace est également touché par les conflits qui se propagent

depuis le Sud de la Libye et le Nord du Tchad, ce qui augmente les difficultés auxquelles sont confrontées les autorités nationales et régionales.

La hausse de la présence étrangère au Sahel constitue un autre défi. Alors que les gouvernements étrangers intensifient leurs campagnes de lutte contre le jihad et ferment les routes migratoires vers l'Europe, les trafics font l'objet d'une attention nouvelle. Les gouvernements européens sont non seulement déterminés à endiguer les flux de migrants vers le nord, mais ils considèrent de plus en plus, avec d'autres acteurs étrangers, que le trafic est un risque sécuritaire qui finance les groupes armés et sape le pouvoir de l'Etat. Une loi de 2015, adoptée en grande partie sous pression de l'étranger, a interdit le transport des migrants, une activité lucrative qui avait peu d'effets néfastes sur le Niger lui-même, et a mis l'économie du Nord en péril. Si un boom aurifère n'avait pas, à peu près au même moment, donné du travail aux passeurs au chômage, les dommages économiques auraient pu être bien pires. Nombre de ces hommes auraient pu rejoindre des groupes armés et la compétition autour de l'accès aux ressources aurait pu faire plus de victimes.

Le Niger et ses partenaires devraient en premier lieu s'efforcer d'éviter que les trafics ne créent de la violence. Les initiatives locales de médiation, qui ont permis d'éviter les affrontements entre rivaux, en particulier autour d'Agadez, et de prévenir les conflits communautaires liés au commerce illicite, devraient être poursuivies. Les autorités nigériennes devraient se montrer particulièrement prudentes lorsqu'elles tentent d'enrayer les trafics au Kowar, et chercher plutôt à mettre en place des systèmes de gestion des conflits similaires à ceux qui existent à Agadez. En même temps, les autorités nigériennes devraient sévir contre les trafiquants lourdement armés ou violents ; l'Etat devrait adapter ses tactiques – de l'action militaire aux poursuites judiciaires en passant par le retrait des privilèges politiques – en fonction de ce qui a le plus de chances de fonctionner avec chaque individu ou réseau. Elles devraient aussi redoubler d'efforts pour créer des alternatives dans l'économie formelle, en commençant par investir dans la construction de routes, l'électrification et une meilleure gestion des ressources.

L'Union européenne (UE) et les gouvernements européens devraient veiller à ce que les mesures visant à enrayer les trafics n'alimentent pas par inadvertance les tendances qu'elles cherchent à endiguer. Les dirigeants européens semblent vouloir continuer de faire de la lutte contre les migrations une priorité, même si le nombre de personnes transitant par le Niger a considérablement diminué depuis 2015. Il est essentiel que leurs politiques causent le moins de dommages économiques possible et ne mettent pas en péril les systèmes informels qui ont permis au Niger d'échapper à une flambée de violence alors même que la Libye et le Mali voisins semblaient dans le chaos. Les opérations militaires étrangères qui, pour l'instant, se concentrent principalement sur la lutte contre le militantisme islamiste, devraient éviter toute implication dans les efforts visant à enrayer les trafics, ce qui les entrainerait inévitablement dans la politique locale. L'UE devrait également s'assurer que les programmes de développement ne donnent pas l'impression de favoriser une communauté plutôt qu'une autre, ce qui exacerberait la concurrence ethnique. L'effondrement du fragile équilibre que le Niger a maintenu tant bien que mal au cours de la dernière décennie jouerait certainement en faveur des groupes militants et accentuerait les migrations vers le nord.

Garder le trafic sous contrôle dans le Nord du Niger

I. Introduction

La circulation illicite des personnes et des biens est récemment devenue une préoccupation majeure pour l'Etat nigérien et ses partenaires internationaux.¹ Depuis 2015, mettre un terme au « trafic des personnes », c'est-à-dire à toute forme de migration illégale, est une priorité absolue pour l'Union européenne (UE) et ses Etats membres.² Ils ont concentré d'importants moyens sur le Niger, plaque tournante du trafic de migrants à destination du Maghreb et/ou de l'Europe, en particulier dans la foulée des conflits en Libye et au Mali. Le trafic de marchandises, en particulier de drogue et d'or, figure également en haut de l'agenda international : les gouvernements y voient de plus en plus une source de financement potentielle pour les jihadistes opérant au Sahel, y compris au Niger. La pression s'accroît sur les forces armées étrangères dans la région pour traiter les trafiquants de drogue et d'or comme des terroristes en puissance. Dans une certaine mesure, les autorités nigériennes ont accepté l'idée qu'un Etat moderne ne peut tolérer un marché noir florissant.

En réalité, le commerce illicite au Sahel n'est pas en soi néfaste ou déstabilisateur pour l'Etat. Certaines de ces activités au Niger, comme l'importation d'explosifs Semtex en provenance de Libye ou la circulation de personnes destinées à la vente à des fins de prostitution et d'esclavage, sont il est vrai alarmantes. Pour les gouvernements européens, et donc l'UE, réduire la migration sous toutes ses formes est une priorité en raison des fortes pressions politiques internes. Mais une grande partie des activités illicites, de la contrebande de spaghettis algériennes à l'essence subventionnée, ne représente pas une véritable menace. La facilitation de la circulation des personnes existe même depuis longtemps au Niger ; ce n'est qu'avec la hausse de la migration à travers le Sahel, due en grande partie au chaos libyen qu'elle a suscité la controverse – cette hausse venant s'ajouter aux préoccupations européennes concernant l'afflux de réfugiés syriens. De fait, pendant des années, le commerce informel, y compris le trafic de migrants, a renforcé la stabilité du Niger, créant des emplois, générant des revenus et contribuant à rapprocher les élites politiques du Nord de l'Etat.

¹ Dans ce rapport, nous utilisons « trafic » comme terme général pour désigner le transport illicite de drogues, d'or et de personnes, ce qui reflète l'usage courant sur le terrain. En anglais, la pratique juridique et institutionnelle est d'utiliser le terme *trafficking* pour désigner le transport illicite de marchandises illégales (telles que la cocaïne et les armes), ainsi que de victimes du trafic sexuel, et le terme *smuggling* pour désigner le transport illicite de marchandises légales (telles que l'or et les produits alimentaires), ainsi que de migrants consentants. Cette distinction est importante, mais pas pour ceux qui élaborent les politiques relatives à ces activités au Niger ni pour ceux qui y participent. Le terme « trafic de migrants » fait référence dans le présent rapport aux migrations volontaires et à l'interdiction du trafic de migrants.

² Les arrivées en Europe ont atteint un pic en 2015, principalement en provenance de Syrie, d'Afrique et d'Asie du Sud. Voir « Les arrivées irrégulières de migrants et de réfugiés en Europe se chiffrent à un million en 2015 : OIM », Organisation internationale pour les migrations, 22 décembre 2015.

Jusqu'à présent, Niamey a pu freiner l'escalade de la violence liée au trafic en gérant de manière informelle les activités illicites via des accords tacites avec leurs protagonistes. Ce rapport examine les risques liés à cette approche, mais aussi les dangers qu'il y aurait à adopter la ligne dure que certains gouvernements occidentaux préconisent. Il se concentre sur les activités illicites les plus lucratives, à savoir le trafic des migrants, d'or et de drogues. Il repose sur des recherches de terrain à Niamey, Agadez et Iférouane en avril, juin et décembre 2018 et en février 2019, ainsi qu'aux Etats-Unis en avril 2019.³ Crisis Group s'est entretenu avec divers acteurs, notamment des trafiquants, des élites du Nord, des chercheurs d'or, des représentants de l'Etat central, des responsables sécuritaires, des diplomates occidentaux et du personnel d'agences humanitaires. Le rapport s'appuie sur les travaux de Crisis Group sur le trafic de drogue et la violence dans le Nord du Mali, qui ont mis en lumière les risques et les coûts liés à une mauvaise gestion du commerce informel.⁴

³ Dans ce rapport, nous utilisons le terme « Centre-Nord » pour désigner la ville d'Agadez et l'Air, désignation géographique mais non administrative de la zone qui s'étend du nord de la ville vers la frontière algérienne. L'Air est traditionnellement dominé par les Touareg, bien qu'il compte désormais de nombreux habitants issus d'autres groupes ethniques. Nous utilisons le terme « extrême Nord » pour désigner le Kowar à majorité toubou, qui se trouve aux confins de la Libye et du Tchad. L'Air et le Kowar sont tous deux situés administrativement dans la région d'Agadez.

⁴ Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°267, *Narcotrafic, violence et politique au Nord du Mali*, 13 décembre 2018.

II. Nouvelles tensions et risques de violence

Ce que l'on appelle aujourd'hui le trafic dans le Nord du Niger était en large partie considéré comme « vertueux », autrement dit nécessaire à la subsistance et à la survie, « souvent techniquement légal et ne menaçant personne », jusqu'aux années 1990.⁵ La circulation des denrées alimentaires et de l'essence subventionnés en provenance d'Algérie et de Libye vers le sud a fait baisser le coût des produits de base au niveau local. Des migrants subsahariens en route vers la Libye et l'Algérie, au Nord, passaient par Agadez. L'Etat considérait le transit des migrants comme irrégulier, mais pas comme illégal.⁶ Ces flux ont constitué une source de revenus pour des communautés fragiles dans un contexte de sécheresses et de famines dans les années 1970 et 1980. Ils étaient conformes à l'image qu'ont d'eux-mêmes les Touareg et les Toubou, qui se considèrent comme des convoyeurs de biens et de personnes à travers le Sahara.⁷

L'économie informelle au Nord est en plein essor depuis les années 1990, en partie à cause du déclin du secteur formel, notamment le tourisme et l'extraction d'uranium. Le tourisme fut une source importante d'emplois et de revenus dans les années 1970 et 1980. Mais il a eu du mal à rebondir après les rébellions des années 1990 et de 2007 à 2010, et à la suite de l'enlèvement de sept travailleurs étrangers en 2010. L'exploitation minière d'uranium a souffert de la volatilité des prix des marchandises. Deux mines du Nord produisaient 74,8 pour cent des exportations totales du Niger en 2011, mais seulement 36,7 pour cent en 2017, les revenus baissant de 15 millions d'euros entre 2014 et 2015.⁸ Les autorités régionales indiquent qu'elles reçoivent toujours les 15 pour cent de redevances sur l'uranium auxquelles les communes du Nord ont droit en vertu de la loi, mais de façon irrégulière.⁹ Depuis 2015, les entreprises du secteur ont licencié plus de 2 000 salariés et sous-traitants.¹⁰ Le chômage des jeunes dans le secteur formel au Nord du Niger a atteint 80 pour cent.¹¹

Dans ce contexte, l'économie informelle est une bouée de sauvetage, mais une bouée fragile. Les trafics constituent un moyen de subsistance de plus en plus instable et dangereux. Sous la pression de plusieurs pays européens et de l'UE, les auto-

⁵ Entretien de Crisis Group, ambassadeur nord-africain, Niamey, juin 2018.

⁶ Pour en savoir plus, voir Julien Brachet, « Manufacturing Smugglers: From Irregular to Clandestine Mobility in the Sahara », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 676, no. 1 (mars 2018).

⁷ « C'est dans la culture des Touareg et des Toubou de faciliter le passage des gens à travers le Sahara ». Entretien de Crisis Group, responsable (touareg) de la Haute Autorité à la consolidation de la paix (HACP), Niamey, juin 2018.

⁸ *Annuaire statistique du Niger, 2013-2017*.

⁹ Les communes sont des unités administratives au sein des régions, chacune comprenant plusieurs villes et villages. Entretien de Crisis Group, maires du Nord et responsables régionaux, Niamey et Agadez, juin 2018. Voir l'article 95 du Code minier de 2006. D'autres sources indiquent que les deux communes ont reçu des redevances au cours de cette période, bien que les paiements ne soient arrivés que partiellement et sporadiquement. « Etat des lieux sur la rétrocession des 15 pour cent des redevances minières et pétrolières de l'Etat vers les communes des régions concernées », Publiez ce que vous payez et OXFAM, 30 août 2019.

¹⁰ Entretien de Crisis Group, élu du Nord et directeur d'une entreprise privée de sécurité, Niamey et Agadez, juin 2018.

¹¹ Entretien de Crisis Group, représentant du Conseil régional du Nord, Agadez, juin 2018.

rités nigériennes ont commencé à sévir contre les acteurs du transport de migrants. La concurrence pour le contrôle des routes du trafic de drogue, facteur majeur de la crise au Mali voisin, s'est intensifiée. La découverte d'importants gisements aurifères dans le Nord et l'extrême Nord a créé de nouvelles rentes à s'arracher, tout en attirant la prédation des groupes armés non étatiques. Les pays occidentaux font également pression sur le Niger pour qu'il adopte une position plus ferme contre le trafic qui, selon eux, contribue à financer le militantisme islamiste.

A. *L'interdiction du trafic de migrants en 2015*

Depuis la fin de la rébellion touareg au milieu des années 1990 et jusqu'en 2015, le transport des migrants vers l'Afrique du Nord via le Niger était une profession lucrative et socialement acceptable, en particulier pour les anciens rebelles au chômage.¹² Une cinquantaine d'agences de voyages pour migrants basées à Agadez, gérées par d'anciens rebelles principalement touareg mais aussi toubou, entretenaient des réseaux s'étendant vers le sud jusqu'au Ghana et au Nigéria, et vers l'ouest jusqu'au Sénégal.¹³ Les agences de voyages pour migrants opéraient avec des permis estampillés dans les mairies et des escortes militaires. Elles pouvaient gagner jusqu'à trois millions de francs CFA (environ 5 000 dollars) par semaine et employaient une myriade de sous-traitants : propriétaires de véhicules, chauffeurs, assistants de chauffeurs, guides, conducteurs (qui allaient chercher les migrants dans les gares routières), traiteurs, gardes et conducteurs de moto taxi.¹⁴

Au-delà des quelque 7 000 personnes directement employées par les agences, des dizaines de milliers, dont des fonctionnaires, des soldats et des douaniers, ont tiré profit du convoi de migrants.¹⁵ Selon un conseiller technique à Agadez :

Ça remplissait directement de nombreuses poches. Tout le monde recevait quelque chose. Les banques gagnaient de l'argent grâce aux virements. La commune prélevait des taxes. Les forces de sécurité se faisaient payer. Les agriculteurs et les éleveurs vendaient de la nourriture. Tout cela alimentait l'économie. La migration a pris le relais du tourisme.¹⁶

Cette industrie avait une face sombre. Les migrants au Niger étaient souvent parqués dans des ghettos, en attendant de trouver l'argent ou les moyens de transport nécessaires pour poursuivre leur voyage, et certains étaient exploités et victimes d'abus.¹⁷

¹² Entretien de Crisis Group, conseiller technique, Conseil régional d'Agadez, Agadez, juin 2018. En 1995, 1997 et 1998, les négociateurs ont conclu des accords sur quatre grandes questions liées aux zones de conflit : la décentralisation, le développement socioéconomique, la sécurité et la réintégration des anciens rebelles. Les agences de voyages pour migrants ont joué un rôle clé dans la réintégration.

¹³ Entretiens de Crisis Group, anciens passeurs de migrants, Agadez, juin 2018.

¹⁴ Entretien de Crisis Group, ancien passeur de migrants, Agadez, juin 2018.

¹⁵ Entretien de Crisis Group, représentant de la HACP, Agadez, juin 2018.

¹⁶ Entretien de Crisis Group, conseiller technique, Conseil régional d'Agadez, Agadez, juin 2018.

¹⁷ Les données suggèrent que dans l'ensemble, les femmes migrantes au Sahel sont beaucoup plus vulnérables aux abus. Alors que les hommes et les femmes semblent avoir subi dans des proportions équivalentes l'incident le plus fréquemment signalé, l'extorsion de pots-de-vin, les femmes étaient plus vulnérables aux sévices graves, plus d'une sur quatre disant avoir subi ou été témoin de violences physiques et d'agressions sexuelles. Voir « Navigating Borderlands in the Sahel: Border Security

Ceux qui transitaient par la Libye risquaient d'être vendus dans des conditions proches de l'esclavage, torturés et/ou exploités sexuellement, en particulier après l'effondrement de l'Etat qui a suivi l'éviction en 2011 du dirigeant Mouammar Kadhafi.

Mais malgré les dangers rencontrés par certains migrants, l'Etat nigérien tolérait le trafic de migrants, importante source de revenus. En 2015, il contribuait à l'économie dans la région d'Agadez à hauteur de 60 milliards de francs CFA (100 millions de dollars) par an.¹⁸

Les choses ont changé en 2015. Le 25 mai, le Parlement a adopté une loi interdisant le trafic de migrants, officiellement dans le but de protéger les droits des migrants et les frontières du Niger, mais en grande partie en raison des pressions européennes pour freiner la migration.¹⁹ La loi, entrée en vigueur en 2016, a considérablement réduit le nombre de migrants traversant la région d'Agadez vers le nord : selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), ce nombre est passé de 333 000 en 2016 à 69 000 en 2017.²⁰ De nombreux Nigériens perçoivent le milliard d'euros que l'UE a promis au Niger pour 2017-2020 comme la contrepartie de cette loi et de son application.²¹ Pour justifier la pression exercée sur Niamey, les responsables européens, eux-mêmes confrontés à des mouvements populistes de droite, se disent inquiets face à l'exploitation des migrants.²²

Les autorités et les habitants du Nord soulignent que la loi a eu un effet dévastateur sur l'économie. Selon une estimation, la seule commune de Dirkou perd 20 millions de francs CFA (environ 30 000 dollars) de recettes chaque mois.²³ Des dizaines d'agences de voyage ont fermé leurs portes et des milliers de personnes qui travaillaient dans ce secteur se sont soudainement retrouvées sans emploi.

La loi de 2015 a eu d'autres effets néfastes. Elle a habilité les forces de sécurité à arrêter des ressortissants de pays d'Afrique de l'Ouest et à emprisonner les conducteurs nigériens pour le simple fait d'être ensemble dans un véhicule se dirigeant vers le nord du Niger.²⁴ Transporter ou simplement accueillir des ressortissants ouest-africains peut entraîner des amendes allant jusqu'à 30 millions de francs CFA (50 000

Governance and Mixed Migration in Liptako-Gourma », Rapport de recherche du MMC, novembre 2019.

¹⁸ Entretien de Crisis Group, responsable de la HACP, Agadez, juin 2018.

¹⁹ « Loi No 2015-36 », 26 mai 2015. En 2015, les médias ont commencé à parler d'une « crise européenne des réfugiés et des migrants », une période de hausse des arrivées, principalement au Sud et au Sud-Est de l'Europe. Les Etats membres de l'UE ont reçu plus d'1,2 million de demandes d'asile cette année-là, soit plus du double du nombre enregistré en 1994.

²⁰ « Statistical Report, Niger Flow Monitoring Points », OIM, décembre 2016. En 2016, l'UE a donné 140 millions d'euros au Niger pour freiner la migration via son territoire ; en 2018, elle a ajouté 230 millions d'euros, axés sur la migration. Entre 2016 et 2020, l'UE fournira également 600 millions d'euros d'aide au développement. « Multilateral Damage », rapport de Clingendael, septembre 2018. Néanmoins, un an plus tard, les chiffres semblaient déjà rebondir, avec 76 000 départs de la région d'Agadez en 2018, soit 10 pour cent de plus que l'année précédente.

²¹ Entretiens de Crisis Group, Niamey et Agadez, juin 2018.

²² Entretiens de Crisis Group, représentants de l'UE, juin 2018.

²³ Entretien de Crisis Group, source toubou au sein des forces de sécurité, Agadez, juin 2018. Voir aussi « Le Niger : une économie de transit », entretien avec Tcherno Hamadou Boulama, Rosa Luxemburg Stiftung Afrique de l'Ouest, mars 2018.

²⁴ Des membres des forces de sécurité montent à bord d'autobus en direction du nord à la recherche de migrants. Entretien de Crisis Group, ancien passeur de migrants, Agadez, juin 2018.

dollars) et 30 ans de prison.²⁵ La loi contrevient en outre au Protocole de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) sur la libre circulation des citoyens des pays membres, qui encourage la libre circulation. Jusqu'à présent, le Niger n'encourt aucune sanction, mais la loi fait obstacle aux ambitions d'intégration régionale.²⁶

En attendant, le transport des migrants continue, mais il est devenu beaucoup plus dangereux. Les contrebandiers évitent les routes principales et empruntent des pistes à travers le désert pour se rendre en Libye, ce qui occasionne plus de morts et d'abandons de passagers en plein désert.²⁷ Le prix du passage a également augmenté, allant parfois jusqu'à quadrupler.²⁸

B. *Une concurrence accrue pour le trafic de drogue*

Les routes du trafic de drogue ont également évolué. Le commerce illicite à travers le Sahel remonte à des décennies. Dans les années 1990 et 2000, les trafiquants de la région ont commencé à s'intéresser à des produits de plus grande valeur que les cigarettes et les marchandises subventionnées, comme le haschisch et la cocaïne. La plupart de ces drogues sont destinées à l'Europe. L'émergence du commerce de haschisch au Sahel est liée à une augmentation de la production marocaine au début des années 1990. La surveillance renforcée des routes entre le Maroc et l'Europe a conduit les trafiquants à emprunter des chemins détournés vers et à travers le Sahel avant de mettre le cap plus au nord via la Libye ou l'Egypte. Au début des années 2000, certains trafiquants sahéliens ont commencé à se spécialiser dans la cocaïne, 25 fois plus rentable, au poids, que le haschich.²⁹ Depuis la fin des années 2000, d'autres stupéfiants destinés à l'exportation et à la consommation locale, comme le Tramadol, sont aussi apparus.³⁰

Le trafic de drogue est plus étroitement associé à la violence que d'autres flux de contrebande. Après l'effondrement de l'Etat dans le Nord du Mali et le Sud de la Libye, les trafiquants de drogue se sont armés, ont créé des milices ou ont payé des jihadistes et d'autres groupes armés pour obtenir une protection et/ou un droit de passage. Dans le Nord du Niger, des dynamiques similaires sont à l'œuvre, bien que des arrangements entre les représentants de l'Etat et les trafiquants aient permis de contenir la violence. Les trafiquants s'affrontent et manipulent parfois la police pour qu'elle s'en prenne à leurs rivaux, mais le trafic de drogue n'a pas encore généré de conflits intra et intercommunautaires d'envergure, comme dans le Nord du Mali, ni de guerres de gangs ouvertes.³¹

²⁵ Entretien de Crisis Group, source au sein des forces de sécurité au Nord du Niger, Agadez, juin 2018.

²⁶ Entretien de Crisis Group, responsable gouvernemental originaire du Nord du Niger, juin 2018. La loi peut être contestée devant la cour de justice de la Cedeao.

²⁷ Entretiens de Crisis Group, anciens passeurs de migrants, Agadez, juin 2018.

²⁸ Ibid.

²⁹ Le haschisch est quant à lui douze fois plus cher que les cigarettes de contrebande. Rapport de Crisis Group, *Narcotrafic, violence et politique au Nord du Mali*, op. cit. Voir aussi « Criminalité transnationale organisée en Afrique de l'Ouest : une évaluation des menaces », UNODC, 2018.

³⁰ « Tramadol, les ravages de la cocaïne du pauvre », *Libération*, 16 août 2016.

³¹ Rapport de Crisis Group, *Narcotrafic, violence et politique au Nord du Mali*, op. cit.

Cela dit, la concurrence pour le contrôle des routes du trafic de drogue s'est intensifiée et le risque de violence s'est accru depuis 2016. Cette année-là, Cherif Ould Abidine, l'un des piliers du secteur, est décédé des suites d'une maladie, et des plus petits ont cherché à conquérir les parts du marché qu'il contrôlait.³² Les vols à main armée de convois de drogue se sont multipliés, incitant les trafiquants à chercher des protections.³³ Certains bandits peuvent intercepter un convoi et le revendre à son propriétaire.³⁴ Cette dynamique pourrait produire une narco-économie militarisée similaire à celle qu'on observe au Nord du Mali si les rivalités entre trafiquants de drogue continuent de s'intensifier.

C. *La ruée vers l'or*

L'or, qui fait depuis longtemps l'objet de nombreuses convoitises en Afrique de l'Ouest et dans certaines régions du Tchad et du Soudan, est un autre produit très prisé au Niger.³⁵ Début 2014, un Toubou nigérien impliqué dans l'extraction du métal précieux dans la région tchadienne du Tibesti a découvert des gisements dans la région du Djado, une vallée reculée de 100 kilomètres de long en territoire toubou, dans l'extrême Nord du Niger. Cette découverte a déclenché une ruée vers l'or au Sahel, renforcée par les prix élevés de l'or et d'autres découvertes ailleurs dans la zone. Des milliers de chercheurs d'or, y compris des Toubou locaux, des Zaghawa du Tchad, des Soudanais et des migrants en route vers l'Europe, sont venus au Djado dans l'espoir de s'enrichir. Les chefs traditionnels et les autorités régionales ont établi une sorte de réglementation, délivrant des permis aux mineurs moyennant paiement. Mais l'Etat central à Niamey a d'abord fait preuve de laxisme.

Au fur et à mesure que la nouvelle des découvertes s'est répandue, des bandits s'en sont pris aux mineurs et aux convois d'or pour s'emparer du métal précieux, avant de se cacher dans le désert du Kawar ou de l'autre côté des frontières avec le Tchad et la Libye.³⁶ Le premier incident avéré s'est produit en 2014, lorsque des Toubou expulsés du site du Djado se sont battus avec les Zaghawa qui y travaillaient.

³² Entretiens de Crisis Group, Niamey et Agadez, juin 2018. Voir aussi « Niger's narco-networks », Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 18 juin 2018.

³³ En mai 2017, un ancien rebelle touareg a dirigé l'attaque d'une bande armée contre un convoi censé transporter de la cocaïne près d'Aderbissinat, à environ 100 kilomètres au sud d'Agadez. Selon les médias français, des éléments de la Garde nationale ont apporté leur soutien à cet ancien rebelle, bien que leurs motivations restent obscures. Le convoi a réussi à s'échapper, ne perdant qu'un véhicule sur douze. Pour en savoir plus, voir « Drogue : Agadez, la "Colombienne" du Niger », *Jeune Afrique*, 11 mai 2017.

³⁴ Dans un cas, un baron de la drogue malien a brièvement enlevé un député nigérien avec lequel il aurait travaillé après que ce dernier eut volé dans une cargaison de deux tonnes de résine de cannabis marocaine dissimulée dans un camion transportant du poulet congelé. Voir, par exemple, « Trafic de la drogue : qui protège el Chapo du Sahel ? », Tamoudre, 3 février 2017. En février 2019, le commandant de la base militaire de Dirkou a été tué dans une embuscade qui serait liée à la drogue. Entretiens de Crisis Group, sources au sein des forces de sécurité du Nord, Agadez, février 2019.

³⁵ Voir les rapports Afrique de Crisis Group N°274, *Tchad : sortir de la confrontation à Miski*, 17 mai 2019 ; et N°282, *Reprendre en main la ruée vers l'or au Sahel central*, 13 novembre 2019.

³⁶ Le Kawar a des frontières communes avec la Libye et le Tchad. Ses limites coïncident approximativement avec celles du département de Bilma dans la région d'Agadez – la plus grande région ad-

En février 2017, face à l'escalade de la violence, le gouvernement a fermé les mines du Djado et transféré des milliers de mineurs nigériens à Agadez et dans des sites de la région de l'Air.³⁷ Les insurgés qui opèrent le long de la frontière entre le Niger, le Tchad et la Libye avaient commencé à intercepter des convois transportant de la drogue, des voitures et de l'or dans le Nord du Niger. La fermeture du site du Djado a déclenché des affrontements entre les forces de sécurité nigériennes, les Zaghawa et les Toubou.³⁸

Un deuxième site aurifère, Tchibarakaten dans l'Air, près de la frontière avec l'Algérie, a ouvert quelques mois après celui du Djado en 2014. Les mineurs qui ont afflué à Tchibarakaten étaient principalement issus de la génération d'anciens rebelles touareg *ishumar* (« chômeurs »). Ils ont jalonné les concessions et embauché des travailleurs du Sud pour creuser. L'or à Tchibarakaten était plus profondément enfoui qu'au Djado, et son extraction nécessitait donc plus de travail et de matériel de forage. En 2016, jusqu'à 10 000 mineurs travaillaient dans plus de 600 puits, et de nombreux opérateurs économiques des secteurs secondaire et tertiaire s'étaient installés dans la zone pour répondre à leurs besoins.³⁹ Tchibarakaten a ainsi absorbé une partie de ceux qui avaient perdu leur emploi en raison de l'interdiction du trafic de migrants, ainsi que des mineurs d'uranium licenciés et des individus ayant fui la Libye en guerre.

A Tchibarakaten, contrairement au Djado, l'Etat central, les élites régionales et la population ont coopéré pour concevoir un système de gestion qui a permis de contenir la violence. Les mineurs y ont un syndicat qui les représente auprès de l'Etat.⁴⁰ Ils paient des taxes annuelles de 15 000 francs CFA (26 dollars) par puits au trésor municipal d'Iférouane, la ville la plus proche ; le maire de la ville envoie un représentant sur le site pour collecter ces taxes. En échange, plus de 200 gendarmes et troupes des forces armées nigériennes assurent la sécurité. Une fois par semaine, l'armée escorte un convoi de 50 Landcruisers transportant de l'or jusqu'au point de transit le plus proche, Arlit, au sud.⁴¹ Les ministres des Finances et des Mines ont visité le site, de même que le gouverneur d'Agadez. Le ministère des Mines a accordé aux élites

ministrative du Niger mais aussi de loin la moins peuplée avec moins de 21 000 habitants. « Le Niger en chiffres 2016 », Institut national de la statistique, novembre 2016.

³⁷ Voir Mathieu Pellerin, « Les dessous d'un nouveau "Far West". La ruée vers l'or dans le nord du Niger », Small Arms Survey, 2017 ; et « Le ministre des mines évoque les vraies raisons de la fermeture des sites d'orpaillage du Djado au Niger », Niamey et les 2 Jours, 15 mai 2018. D'autres raisons, comme la volonté de vendre des concessions minières à des sociétés étrangères, pourraient avoir joué un rôle dans la décision de l'Etat de fermer les mines. Voir Emmanuel Grégoire et Laurent Gagnol, « Ruées vers l'or au Sahara : l'orpaillage dans le désert du Ténéré et le massif de l'Air (Niger) », *EchoGéo*, 2017.

³⁸ Entretien de Crisis Group, député du Nord, juin 2018.

³⁹ Voir Grégoire et Gagnol, « Ruées vers l'or au Sahara », op. cit.

⁴⁰ Entretien de Crisis Group, Mohamed Said, président du comité de gestion des mineurs d'or artisanaux, Agadez, juin 2018. L'or est vendu aux Emirats arabes unis. « J'ai quatre puits, vingt employés. Si on arrive à 50 grammes en une semaine, ils en prennent un tiers et moi deux tiers. Un gramme se vend 19 000 francs CFA [33 dollars] ».

⁴¹ Entretien de Crisis Group, Mohamed Said, président du comité de gestion des mineurs d'or artisanaux, Agadez, juin 2018. Comme les bandits attaquent parfois les convois militaires, certains préfèrent payer des trafiquants pour les escorter, un service qui rapporte 600 000 francs CFA (1 049 dollars) pour un trajet de 370 kilomètres.

locales le droit de creuser sur des terrains où les mineurs artisanaux étaient déjà actifs, provoquant des tensions. Mais les Touareg locaux, comme le président de l'Assemblée régionale d'Agadez, ont mené de longues négociations qui ont abouti à un accord partageant les droits d'extraction et permettant de satisfaire les deux parties.⁴²

De tels arrangements, qui relèvent d'un équilibre complexe à mi-chemin entre procédure formelle et informalité, comportent des risques.⁴³ Les liens entre les autorités de l'Etat, les élites régionales et les trafiquants sont essentiels à la stabilité du Nord du Niger. Mais en l'absence d'un régime formel, des acteurs puissants peuvent être tentés de défaire ces arrangements par la force s'ils estiment qu'ils menacent sérieusement leurs intérêts. Le fait que la région soit éloignée de la capitale et inondée d'armes légères rend le danger d'autant plus réel.

Bien que moins volatile qu'au Djado, l'exploitation aurifère à Tchibarakaten pourrait donc être source de conflits. Au fur et à mesure que l'exploitation minière se développe, elle combine des aspects du commerce licite et illicite : l'Etat impose des permis, des licences et des taxes au point d'extraction, mais peu ou pas de réglementation sur les exportations. Les mines elles-mêmes peuvent faire l'objet de changements soudains de politique qui privent les mineurs de l'accès aux rentes qu'ils estiment être les leurs.⁴⁴ Par exemple, le gouvernement pourrait faire appel à des entreprises étrangères pour exploiter les mines en échange de subsides, sous la forme de redevances et de frais pour l'octroi de permis. Si elle n'était pas gérée avec précaution, une telle mesure pourrait entraîner des réactions violentes.⁴⁵

D. *Les pressions internationales*

La présence des puissances étrangères au Sahel ne cesse de croître depuis 2013, lorsque la France a lancé l'opération Serval pour déloger les militants islamistes des villes du Nord du Mali.⁴⁶ Désormais, les forces françaises opèrent également au Niger. Les Etats-Unis renforcent aussi leur présence militaire, notamment l'utilisation de drones, avec trois bases au Niger, dont une base aérienne de 100 millions de dollars à Agadez, où des officiers américains forment l'armée de l'air nigérienne.⁴⁷ En outre,

⁴² Entretiens de Crisis Group, mineurs et représentant de l'Assemblée régionale d'Agadez, Agadez, juin 2018.

⁴³ En avril 2018, sur instruction de Niamey, des douaniers ont saisi treize réservoirs de carburant de Tchibarakaten et proposé de les revendre aux mineurs touareg. Cette initiative avait un motif évident – le profit – et un motif caché – voir quel genre de réaction elle provoquerait. Les autorités de l'Etat pourraient chercher à sévir sur le site, peut-être en prélude à sa fermeture, comme elles l'ont fait avec ceux du Djado. Les représentants des mineurs se sont tournés vers le Premier ministre, les députés du Nord ont été convoqués pour des négociations et les douaniers ont rendu les réservoirs de carburant. Entretien de Crisis Group, député du Nord, Assemblée nationale, Niamey, juin 2018.

⁴⁴ Voir « Gold worth billions smuggled out of Africa », Reuters, 24 avril 2019.

⁴⁵ En 2017, le gouvernement a accordé des permis d'exploitation de sites aurifères dans l'Ouest et le Nord du Niger à quatre entreprises, dont des sociétés turques, canadiennes et suisses. Khadim Mbaye, « Mines : le Niger octroie plusieurs nouveaux permis d'exploitation », *La Tribune Afrique*, 16 août 2017.

⁴⁶ En juillet 2014, l'armée française a intégré les forces de Serval dans l'opération Barkhane, un déploiement régional s'étendant de la Mauritanie au Tchad et comprenant environ 3 500 hommes.

⁴⁷ Ces investissements indiquent que les Etats-Unis s'attendent à rester longtemps au Niger. Entretiens de Crisis Group, responsables sécuritaires américains, Washington, avril 2019. La CIA a une

la Belgique, le Canada, l'Allemagne, la Russie et les Emirats arabes unis ont des troupes au Niger ou ont signé des accords les engageant à en envoyer prochainement. Officiellement, il s'agit de missions antiterroristes, mais divers objectifs plus officieux sont également poursuivis, notamment la maîtrise des migrations, le contrôle des frontières et l'accès aux ressources naturelles (comme l'uranium du Nord du Niger qui alimente les centrales nucléaires françaises).⁴⁸

La principale agence étrangère explicitement mandatée pour lutter contre le commerce illicite est la Mission de renforcement des capacités de l'Union européenne au Niger (EUCAP), une équipe de civils envoyée sur place en 2012. Elle a pour mandat principal de former, de conseiller et d'équiper les autorités nigériennes – principalement civiles mais aussi militaires – qui s'efforcent de lutter contre le lien entre crime organisé et terrorisme. EUCAP a formé l'Office central de répression du trafic international de stupéfiants du Niger, qui a fourni des renseignements à l'appui d'une importante saisie de cannabis en juin 2018. Son mandat s'est élargi en 2015 pour aider les Nigériens à démanteler les réseaux de trafic de migrants, et EUCAP a mis en place des infrastructures et déployé du personnel dans la ville d'Agadez pour se rapprocher des plaques tournantes du trafic situées dans le Nord du pays. La mission EUCAP a un mandat non exécutif, ce qui signifie qu'elle soutient le Niger dans ses enquêtes mais ne peut pas en initier elle-même. L'ambassade des Etats-Unis a tenté de compléter cette approche en promouvant l'application de la loi et en formant les autorités nigériennes en matière de renforcement des capacités.⁴⁹

Si pour l'instant, les militaires français et américains ne ciblent les trafiquants au Niger que lorsque leur lien avec le terrorisme est avéré, le risque de dérive existe. A Paris et à Washington, la question de savoir dans quelle mesure le trafic aide à financer le militantisme islamiste fait débat. Certains responsables militaires affirment que ces activités génèrent une part importante des revenus des groupes jihadistes.⁵⁰ Les services de renseignement pourraient considérer le fait de contenir le marché noir ou de perturber l'accès de certains acteurs aux revenus qui en découlent comme la clé de la lutte contre le terrorisme.⁵¹ Certains responsables occidentaux sont tentés d'élargir leur mission antiterroriste au Sahel pour endiguer le trafic.⁵²

D'autres sont en revanche plus réticents. Certains responsables militaires étrangers reconnaissent que la population comme les élites du Nord du Niger et, dans une certaine mesure, les autorités nationales dépendent des revenus et des emplois que

base de drones à Dirkou, au Kowar. Voir « CIA drone mission, curtailed by Obama, is expanded in Africa under Trump », *The New York Times*, 9 septembre 2018.

⁴⁸ Voir Sergei Boeke et Bart Schuurman, « Operation Serval: A Strategic Analysis of the French Intervention in Mali, 2013-2014 », *Journal of Strategic Studies*, vol. 38, no. 6 (2015).

⁴⁹ Entretien de Crisis Group, responsables de l'ambassade américaine, juin 2018.

⁵⁰ Entretien de Crisis Group, responsables militaires occidentaux, juin 2018.

⁵¹ Entretien de Crisis Group, représentants des forces de sécurité des Etats-Unis, Niger, juin 2018. Entretien de Crisis Group, Washington, avril 2019. L'ancien directeur de la principale agence de renseignement française a déclaré dans un récent entretien : « Personnellement, j'ai toujours été d'avis que nous ne pouvons pas lutter contre le [terrorisme] sans lutter contre le [trafic] ». Voir « Libye, Syrie, Mali, Daech : le diplomate Bernard Bajolet parle cash », *Mediapart*, 26 octobre 2018.

⁵² Entretien de Crisis Group, responsables militaires occidentaux, Niamey, juin 2018, Washington, avril 2019.

procure le commerce illicite.⁵³ Des campagnes agressives pour le combattre risqueraient de nuire à l'économie et de susciter de la colère au niveau local. Certains responsables ajoutent que les trafiquants sont une source unique de renseignements, car ils traversent régulièrement des espaces où les jihadistes sont actifs et où l'Etat est faible ou inexistant. Selon eux, le trafic relève du crime organisé, un problème dont les forces de l'ordre, et non l'armée, doivent se charger.⁵⁴ Ils estiment que la contrebande ne représente probablement qu'un cinquième des revenus des jihadistes, ce qui n'est pas négligeable, mais n'en fait pas leur principale source de financement.⁵⁵ S'en prendre au trafic présente pour eux plus d'inconvénients que d'avantages.⁵⁶

Mais bien que les opérations militaires françaises et américaines contre les jihadistes ne ciblent pas explicitement les réseaux criminels, elles prennent de l'ampleur ; en soi, cela soulève de délicates questions sur le traitement des trafiquants qui peuvent avoir des liens indirects avec des militants. La fluidité entre de nombreux acteurs locaux et le manque de clarté sur qui fait quoi représentent un premier défi. Dans le Nord du Niger, une personnalité influente peut être un trafiquant un jour, un rebelle le lendemain et un partenaire des jihadistes le surlendemain. Les trafiquants eux-mêmes peuvent volontairement induire les forces étrangères en erreur afin de régler leurs comptes.⁵⁷ Bien qu'elles répugnent à l'admettre, il est difficile pour les forces françaises et américaines d'éviter de se laisser entraîner dans la confrontation.⁵⁸

La dépendance à l'égard des drones représente un deuxième problème. L'armée américaine construit des bases de drones pour remplacer les opérations commando depuis la mission catastrophique d'octobre 2017 à Tongo Tongo, au cours de laquelle quatre soldats américains et cinq soldats nigériens ont perdu la vie.⁵⁹ Les forces américaines dépendent souvent de leurs homologues nigériens pour identifier les cibles :

Pour nous, un gars dans le désert avec un fusil de type AK-47 est un terroriste, mais les Nigériens nous disent : « Non, le banditisme est acceptable pour les factions touareg ». Mais nous ne savons pas qui ils sont à moins de les capturer et de leur demander ce qu'ils font – nourrir leur famille ou financer des terroristes au

⁵³ Entretiens de Crisis Group, responsables militaires occidentaux, Niamey, juin 2018.

⁵⁴ « Nous ne sommes pas douaniers. Nous voulons simplement tuer des terroristes ». Entretien de Crisis Group, officier français, septembre 2018.

⁵⁵ Entretiens de Crisis Group, responsables militaires français, Afrique de l'Ouest, mai 2018.

⁵⁶ Ibid.

⁵⁷ Les deux armées ferment déjà souvent les yeux sur le trafic en échange d'informations et de coopération sur d'autres dossiers prioritaires. Au Niger, les Etats-Unis auraient arrêté un trafiquant bien connu et l'auraient relâché après qu'il eut fourni des informations sur des militants islamistes. Entretiens de Crisis Group, responsables régionaux d'Agadez, septembre 2018. Lors d'un autre incident, un haut responsable militaire nigérien a contacté l'opération Barkhane pour demander une frappe aérienne contre ce qu'il disait être un convoi de terroristes. Les Français n'ont rien fait après avoir établi que le convoi était composé de trafiquants et non de terroristes. Entretien de Crisis Group, source militaire française, septembre 2018.

⁵⁸ « L'une de nos principales activités est d'essayer de faire la distinction entre les organisations extrémistes violentes et la criminalité. C'est difficile pour nous d'agir sur la criminalité ». Entretien de Crisis Group, source militaire américaine, Agadez, juin 2018.

⁵⁹ Pour en savoir davantage, voir le rapport Afrique de Crisis Group N°92, *Islamist Terrorism in the Sahel: Fact or Fiction?*, 31 mars 2005.

Mali. Pour l'heure, si les Nigériens nous disent qu'ils sont des bandits et non des terroristes, nous devons l'accepter.⁶⁰

Une telle approche comporte pourtant des risques plus grands encore ; en fait, le principal danger n'est pas que les autorités nigériennes présentent les terroristes comme des trafiquants, mais plutôt les trafiquants comme des terroristes. Certains responsables nigériens ont leurs propres intérêts sur le marché noir. Les officiers supérieurs de l'armée et les soldats du rang sont depuis longtemps impliqués dans le commerce illicite, qu'il s'agisse d'obtenir des pots-de-vin, de fermer les yeux sur les trafics de drogue, voire de saisir les cargaisons pour revendre eux-mêmes les stupéfiants.⁶¹ A moins que les militaires américains et français ne développent des garde-fous clairs et efficaces, ils courent le risque d'être manipulés tandis que leurs partenaires sur le terrain tentent de régler leurs comptes, aggravant ainsi la compétition au niveau local.

Un troisième danger vient du fait que les autorités nigériennes, elles-mêmes sous surveillance, peuvent se sentir obligées d'arrêter les trafiquants lorsque des renseignements leur sont transmis par des réseaux de renseignement français ou américains. Sur le terrain, les forces de sécurité sont soumises à une pression occidentale accrue pour intercepter les trafiquants et saisir leurs convois, ce qui accroît les risques d'affrontement. En agissant ainsi, elles peuvent fermer des voies de négociation avec les trafiquants et restreindre leur capacité à atténuer le risque de violence.⁶²

⁶⁰ Entretien de Crisis Group, source militaire américaine, Agadez, juin 2018.

⁶¹ Entretiens de Crisis Group, responsables juridiques et sécuritaires nigériens, Niamey et Agadez, juin 2018. Pour en savoir plus sur les pots-de-vin aux postes de contrôle frontaliers, voir « Corruption, Insecurity, and Border Control in Niger », DIIS Policy Brief, février 2016.

⁶² Entretiens de Crisis Group, militaires juridiques et sécuritaires nigériens, Niamey, juin 2018.

III. Comment le Niger jugule la violence liée au trafic

Au cours de la décennie passée, les Nigériens ont développé leurs propres méthodes pour réguler les marchés noirs et limiter la violence qu'ils génèrent. En grande partie grâce à la décentralisation politique, les autorités à Niamey et les élites nordiques qui se battaient pour les ressources du Nord ont appris à coopérer pour gérer le commerce illicite dans la région. La cogestion a aidé Niamey et les dirigeants à Agadez à préserver la stabilité dans certaines parties du Nord malgré de nouvelles pressions et l'instabilité au Sahel. Elle a également permis à l'Etat d'étendre son influence dans des zones difficiles à pénétrer et de pousser des groupes récalcitrants à plus de modération. Le Niger a particulièrement bien réussi à apaiser les Touareg du Centre-Nord. Il a eu du mal à faire de même avec les Toubou de l'extrême Nord.

A. La cogestion de l'économie informelle

Au cours de la décennie passée, le Niger a largement limité la violence liée au trafic. A partir de 2008, les intérêts des trafiquants nigériens se sont superposés à ceux des rebelles contre l'Etat, comme ils l'ont fait au même moment dans le Nord du Mali.⁶³ Pendant la rébellion du Mouvement nigérien pour la justice (MNJ), les trafiquants de drogue ont commencé à engager des gardes armés, y compris des bandits mais aussi des rebelles, pour protéger leurs convois. Les rebelles, pour leur part, ont commencé à voir dans le trafic de drogue un moyen de se financer. Mais alors que dans le Nord du Mali, une dynamique similaire a exacerbé le conflit armé, dans le Nord du Niger, la violence liée au trafic a pu être contenue depuis la fin de la révolte du MNJ en 2010, ce qui montre que les trafiquants peuvent parfois avoir intérêt à réduire le niveau de violence pour maintenir un environnement favorable à leur commerce.⁶⁴ Au Niger, ceux qui versent dans le trafic de biens particulièrement précieux, comme la drogue, l'or et les migrants, ont souvent été une force de stabilité et même de paix.

Dans le cas du trafic de drogue, Cherif Ould Abidine, un trafiquant particulièrement puissant, a sans doute ouvert la voie à une période de stabilité malgré les dommages causés par son entreprise criminelle. D'une part, il a soudoyé les agents de sécurité pour sécuriser le passage des convois de drogue à travers le Nord du Niger, a enrichi son cercle rapproché en procurant de gros contrats avec l'Etat et, par un mélange d'intimidation et de corruption, a écarté les représentants démocratiquement élus qui lui résistaient et les a remplacés par ses propres alliés.⁶⁵ D'autre part, il a « pacifié » les routes de trafic allant du Mali aux frontières libyenne et tchadienne, géré les intérêts rivaux et tenu les bandits à l'écart.⁶⁶ Un calme relatif a

⁶³ Au Mali et au Niger, les trafiquants ont financé des groupes armés non étatiques, dont le Mouvement nigérien pour la justice (2007-2010) et, au Mali, des milices qui sont apparues pour protéger les routes du trafic pendant la rébellion de 2011.

⁶⁴ Voir aussi le rapport de Crisis Group, *Narcotrafic, violence et politique au Nord du Mali*, op. cit.

⁶⁵ Entretiens de Crisis Group, élus du Nord, chefs traditionnels, trafiquants, députés, Agadez et Niamey, juin et décembre 2018.

⁶⁶ Entretiens de Crisis Group, représentants du Nord et trafiquants, Niamey et Agadez, juin et décembre 2018.

ainsi prévalu dans le Nord du Niger de 2010 à 2016 dans un contexte de turbulences régionales sans précédent, y compris l'effondrement de l'Etat en Libye (2011) et au Mali (2012) voisins.

Les autorités nigériennes, qui doivent choisir entre lutter contre des trafiquants aussi puissants et travailler avec eux pour réduire les affrontements violents entre eux et leurs concurrents, ont eu tendance à opter pour cette dernière option.⁶⁷ Les trafiquants et l'Etat ont souvent trouvé un intérêt commun à superviser l'économie informelle pour préserver la stabilité. A cette fin, et parfois pour servir leur propre intérêt, des personnalités de l'Etat central se sont associées à de puissants trafiquants, des habitants du Nord ayant accès à ces réseaux agissant parfois comme intermédiaires entre eux et l'Etat, et entre les trafiquants eux-mêmes.⁶⁸ Comme le dit un responsable : « Nous plaçons des hommes au sein de ces réseaux et nous fermons les yeux sur leurs activités. Nous ne pouvons pas arrêter le trafic, alors il vaut mieux avoir son mot à dire ».⁶⁹

Ce système a réduit le niveau de violence dans des zones où l'Etat est faible et où le commerce illicite est largement répandu. Certes, ce système est fragile : il doit constamment être reconstruit ou renégocié alors que de nouveaux acteurs apparaissent ou que d'anciennes rivalités resurgissent. Par ailleurs, il porte en lui le risque que les cartels criminels prennent l'Etat en otage. Mais par l'intermédiaire de leurs agents au sein des réseaux de trafiquants, les représentants de l'Etat ont été en mesure de servir de médiateurs dans les conflits entre les principaux acteurs et d'empêcher que leurs différends n'attisent les tensions ethniques ou communautaires. Pour les trafiquants, il est préférable de s'allier à des représentants de l'Etat qui peuvent garantir un certain degré de protection plutôt que de compter sur les jihadistes ou d'autres acteurs qu'il faut engager.⁷⁰ En échange de la coopération avec l'Etat, il est possible d'être intégré dans l'élite nigérienne. Certains trafiquants prospères ont créé des entreprises et financé des partis politiques.⁷¹ De chefs rebelles, d'autres sont devenus de hauts responsables politiques qui conseillent le gouvernement sur les questions de sécurité et de développement dans le Nord.⁷²

⁶⁷ Pour en savoir davantage, voir Yvan Guichaoua et Mathieu Pellerin, « Faire la paix et construire l'Etat : Les relations entre pouvoir central et périphéries sahéniennes au Niger et au Mali », *Cahiers de l'IRSEM*, no. 51 (juillet 2017).

⁶⁸ Certains représentants de l'Etat qualifient ce lien de complicité, d'autres de pragmatisme. Entretien de Crisis Group, hauts responsables politiques touareg et toubou, Niamey, décembre 2018.

⁶⁹ Ibid.

⁷⁰ Entretien de Crisis Group, responsable du Nord ayant des liens avec des trafiquants, Niamey, décembre 2018. Voir aussi Wolfram Lacher, « Organised Crime and Conflict in the Sahel-Sahara Region », *Carnegie Papers*, septembre 2012.

⁷¹ Plusieurs sources indiquent que les partis politiques nigériens dépendent de plus en plus des fonds issus du marché noir pour financer leurs campagnes. Elles ajoutent que le parti au pouvoir dépend parfois de cet argent pour payer les salaires des fonctionnaires. Entretien de Crisis Group, responsables politiques et sécuritaires, Niger, juin 2018. Les trafiquants ne sont pas les seuls hommes d'affaires à jouer un rôle sur la scène politique nationale. Les Alhazai de Maradi et Zinder ont suivi une voie similaire. Ce sont des commerçants haussa qui se sont enrichis principalement en vendant du millet.

⁷² Entretien de Crisis Group, anciens rebelles devenus conseillers du gouvernement, Niamey et Agadez, juin 2018.

Les comités créés par des élites du Nord constituent, avec l'appui de Niamey, une autre forme de gestion des conflits. Vers 2017, préoccupés par la recrudescence de la violence au Sahel, plusieurs de ces comités ont commencé à organiser des dialogues, souvent dans le cadre de forums privés, pour résoudre les différends entre trafiquants et prévenir les combats intercommunautaires.⁷³ A plusieurs reprises, les efforts de médiation de ces comités ont permis de désamorcer des querelles qui risquaient de dégénérer en batailles armées. Par exemple, en 2018, le Comité régional de paix d'Agadez a réuni deux puissants trafiquants rivaux impliqués dans un différend lié à la saisie d'une cargaison, qui a permis à l'un d'eux d'échapper de peu à une tentative d'assassinat.⁷⁴ Le comité a pu négocier une trêve.

B. La coopération dans le Centre-Nord

Alors qu'au cours de la dernière décennie, Niamey a largement contenu les risques associés au commerce illicite dans la région administrative d'Agadez, ses mécanismes de gestion des conflits sont mis à rude épreuve. La région est un vaste territoire accidenté de la taille de la France, situé à plus de 960 kilomètres au nord de la capitale, accessible uniquement par une route partiellement goudronnée et habitée par moins d'un demi-million de personnes. Les recettes provenant de l'exploitation de ses mines d'uranium sont importantes pour le budget de l'Etat.⁷⁵ En même temps, les habitants de cette région sous-développée, dont beaucoup sont Touareg, se sont longtemps révoltés contre l'Etat. Nombre d'entre eux doutent du fait qu'il défend leurs intérêts. Les jeunes Touareg, en particulier, se battent pour avoir leur mot à dire dans la gouvernance et pour obtenir une plus grande part des bénéfices tirés de l'exploitation des ressources de la région.

Dans le Centre-Nord, le gouvernement a conclu une série d'accords politiques avec des Touareg rebelles au début des années 1990. En 1995, un règlement a dévolu des pouvoirs administratifs à un conseil régional et aux bureaux des maires. La décentralisation a contribué à remplir les caisses du gouvernement régional, par exemple en facilitant l'accord fiscal entre le syndicat des mineurs et la municipalité d'Iférouane dans les mines d'or de Tchibarakaten. Le gouvernement central a également renforcé ses liens avec Agadez en nommant des élites du Nord à des postes à responsabilité. La nomination en 2011 de Brigi Rafini, Touareg et ancien vice-président de l'Assemblée nationale (2004-2009), au poste de Premier ministre, par le président Mahamadou Issoufou, a revêtu une importance particulière. D'autres nomades du Nord ont occupé des postes stratégiques sous Issoufou, notamment le ministre de l'Intérieur Mohamed Bazoum, un Arabe de la tribu Ouled Slimane, et le chef d'état-major de l'armée Ahmed Mohamed, un Touareg. Chacun d'eux compte parmi ses conseillers divers habitants du Nord, dont des intellectuels, mais aussi d'anciens re-

⁷³ Entretiens de Crisis Group, médiateurs nigériens, Niamey et Agadez, juin 2018.

⁷⁴ Entretien de Crisis Group, membre du Comité régional de paix d'Agadez, juin 2018.

⁷⁵ Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques, les recettes des industries extractives représentaient moins de 3 pour cent du budget de l'Etat nigérien en 2016. Mais ces fonds ne sont assortis d'aucune condition, contrairement à l'aide occidentale. Statistiques des recettes publiques de l'OCDE (2000-2016), Recettes publiques du Niger.

belles et des hommes dont les liens avec des trafiquants sont avérés, qui servent de canal pour faire entendre les griefs du Nord.

Par conséquent, Niamey a pu compter sur le soutien des élites touareg du pays lorsqu'en 2012 au Mali, le Mouvement national pour la libération de l'Azawad, une rébellion touareg, s'est emparé de la ville de Gao.⁷⁶ Le président Issoufou a tenu des consultations auprès d'anciens chefs rebelles qui ont abouti à une « doctrine nigérienne » axée sur le dialogue et le confinement des revendications touareg au Mali. Rafini, le président du Conseil régional d'Agadez Mohamed Anacko, et la Haute Autorité à la consolidation de la paix (un bureau d'intellectuels et d'officiers militaires originaires du Nord qui aide à mettre en œuvre les accords de paix des années 1990) ont tous travaillé avec d'anciens rebelles arabes et toubou pour protéger le Niger contre toute propagation du conflit qui ravageait le Mali. Plus tard, la décision de Niamey d'accorder aux Touareg un droit d'extraction artisanale de l'or à Tchibarakaten a atténué le choc produit par l'interdiction du trafic de migrants en 2015. Les groupes rebelles au Niger et ailleurs au Sahel réclament depuis longtemps une telle gestion des ressources au profit des populations locales.

Les initiatives régionales sous la houlette d'Anacko ont contribué à maintenir la paix, mais sont confrontées à de nouvelles pressions, en particulier de la part de jeunes Touareg qui se sentent exclus. Le Conseil régional d'Agadez a mis en œuvre la politique de l'Etat en faveur du Nord, en lançant des initiatives de développement et de sécurité dans la région. Anacko dirige également la Commission pour la paix et la sécurité basée à Agadez, un organe créé en 2017 et composé de chefs traditionnels, de personnalités de la société civile et de représentants du gouvernement. Cette commission a lancé un certain nombre de dialogues visant à prévenir les affrontements intercommunautaires et à résoudre les différends entre trafiquants.⁷⁷ Ces efforts, comme d'autres stratégies de gestion du trafic, doivent être constamment renouvelés : de nombreux jeunes Touareg se plaignent du fait qu'ils récompensent une élite vieillissante qui capitalise sur les rébellions passées et ne partage pas les fruits de ses compromis avec l'Etat.⁷⁸

C. *Les tensions dans l'extrême Nord*

Les stratégies de gestion du trafic qui ont bien fonctionné dans le Centre-Nord du pays ont fait défaut dans la région majoritairement toubou du Kawar, à l'extrême Nord.⁷⁹ Niamey et les élites toubou ne sont pas parvenus à un accord sur le partage du pouvoir, la redistribution des ressources ou la sécurité collective. Comme les Touareg, les Toubou du Kawar considèrent le transport de biens et de personnes à travers le désert comme une nécessité culturelle et économique. Ils entretiennent aussi depuis longtemps des griefs contre l'Etat nigérien : ils lui reprochent en pre-

⁷⁶ Entretiens de Crisis Group, Mohamed Anacko, Niamey, juin 2018 ; représentants de la HACP, Agadez, décembre 2018.

⁷⁷ Entretiens de Crisis Group, Mohamed Anacko, Niamey, juin 2018 ; médiateurs régionaux, Agadez, décembre 2018.

⁷⁸ Entretiens de Crisis Group, Niamey, juin 2018.

⁷⁹ Le Kawar, du nom d'une série de falaises, s'étend de Fachi aux frontières tchadiennes et libyennes. Ses principales agglomérations sont Bilma, Dirkou, Séguidine et Djado. La population de la région est estimée à moins de 100 000 habitants.

mier lieu ce qu'ils perçoivent comme de la négligence et un manque d'investissement dans leur région ; ils dénoncent leur exclusion du pouvoir politique et des retombées de l'exploitation des ressources naturelles du pays ; et ont le sentiment d'être la cible des forces de l'ordre.⁸⁰ Contrairement aux Touareg, les Toubou du Kawar sont peu représentés dans la capitale, en partie à cause de l'éloignement de la région et de l'attachement des Toubou à d'autres pôles d'influence au Tchad et en Libye. Les interventions de Niamey dans la région apparaissent donc souvent péremptoires et injustes, comme en octobre 2018, lorsque le gouvernement a brusquement limogé un influent chef de canton toubou au Djado.⁸¹

Depuis 2016, les Toubou de l'extrême Nord sont confrontés à d'autres difficultés. Beaucoup d'entre eux estiment que l'Etat les persécute en interrompant leur commerce d'or et de migrants sans rien leur offrir en retour. Ils éprouvent du ressentiment face à ce qu'ils perçoivent comme un traitement préférentiel de l'Etat en faveur des Touareg. Les relations des Toubou avec les unités de l'armée au Kawar, qui, selon un expert local, regroupent principalement des Haoussa et des Zarma originaires du Sud, restent tendues.⁸² Les marchands toubou prétendent que ces éléments « étrangers » de l'armée les insultent et leur imposent des droits de douane excessifs aux points de contrôle entre la frontière libyenne et Dirkou.⁸³ En même temps, les Toubou ont aussi été confrontés à une fragmentation tribale interne, lorsque Barka Ouardougou, un chef qui avait organisé et présidé plusieurs clans, est mort sans laisser de successeur. Dans ce contexte, de plus en plus de jeunes Toubou ont recours au trafic de drogue et au banditisme.⁸⁴

Les relations entre les Touareg et les Toubou se sont détériorées dans l'extrême Nord. Les événements en Libye y ont contribué. Les deux groupes font du commerce et se battent en Libye, mais les jeunes Touareg estiment que les Toubou ont profité du conflit à leurs dépens.⁸⁵ Les altercations entre les trafiquants et les bandits (appelés « coupeurs de route ») alimentent également les tensions entre les deux groupes.⁸⁶

⁸⁰ Ces griefs ont donné lieu à des rébellions dans les années 1990 et de 2007 à 2010. Les Forces armées révolutionnaires du Sahara, qui se sont jointes à la rébellion des années 1990 pour revendiquer plus de droits pour tous les Toubou du Niger, sont depuis lors réapparues sous des formes diverses. Certains chercheurs disent que la Libye a financé ces rebelles pour empêcher l'exploration pétrolière dans le Nord-Est du Niger. Voir Emmanuel Grégoire, *Touaregs du Niger : le destin d'un mythe* (Paris, 1999), p. 147.

⁸¹ Pour de nombreux habitants du Djado, le licenciement d'un chef de canton influent en mai 2018 était lié à son différend avec le ministre de l'Intérieur. Le Djado est maintenant partagé entre les fidèles du chef congédié et ceux de son remplaçant. Entretien de Crisis Group, journalistes toubou, Niamey, décembre 2018. Voir aussi « Kawar : vers la destitution du chef de canton de Djado ? », Radio Nomade FM Agadez, 31 mai 2018.

⁸² Entretien de Crisis Group, interprète toubou de l'armée, Agadez, juin 2018.

⁸³ Entretien de Crisis Group, source sécuritaire toubou, Agadez, juin 2018.

⁸⁴ « Beaucoup au sein de la jeune génération rejoignent des groupes de trafiquants faute d'autres alternatives pour gagner de l'argent. Ils ne sont pas encore militarisés, mais si ces rivalités persistent, il est certain qu'ils vont s'armer. S'ils le font, ce ne sera pas pour se rebeller, mais plutôt pour faire du trafic ». Entretien de Crisis Group, source au sein des forces de sécurité du Nord, Agadez, juin 2018.

⁸⁵ Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°179, *How Libya's Fezzan Became Europe's New Border*, 31 juillet 2018.

⁸⁶ Les combats qui ont éclaté en 2014 entre les Touareg et les Toubou à Oubari, dans le Sud de la Libye, ont pris fin en 2016 avec un cessez-le-feu, mais sans vainqueur clair. Voir le commentaire de

Les trafiquants touareg affirment que leur principale préoccupation sécuritaire a trait aux vols commis le long des axes routiers et prétendent que les bandits sont des Toubou (d'autres sources disent que les bandits sont tchadiens ou zaghawa, et signalent parfois qu'ils portent un uniforme militaire tchadien).⁸⁷ En juin 2018, de jeunes Touareg impliqués dans le transport de marchandises dans l'Aïr, une région montagneuse du Centre-Nord, ont demandé aux forces de sécurité de prendre des mesures contre les voleurs qualifiés de « bandits étrangers ». Peu de temps après, l'armée a envoyé des unités pour combattre une bande de militants (probablement tchadiens) qui opéraient dans la région depuis des mois, enlevant des gens et volant des véhicules. Le déploiement a démontré à la fois la volonté du gouvernement de réagir et la coordination entre les dirigeants nationaux et régionaux de l'Aïr, mais il n'a guère permis de mettre un coup d'arrêt à la montée du banditisme ou de l'hostilité interethnique.⁸⁸

Le banditisme est une menace existentielle non seulement pour les trafiquants qui ont plus de mal à protéger leurs cargaisons, mais aussi pour les gens ordinaires – marchands, chauffeurs, passagers – qui doivent se déplacer pour gagner leur vie. Ces deux dernières années, les « coupeurs de route » ont immobilisé environ 300 véhicules au Kawar, tuant parfois leurs occupants.⁸⁹ Un bandit est souvent un ancien rebelle sans contacts politiques.⁹⁰ Plus les bandits prennent les armes, plus l'Etat déploie ses propres forces, ce qui conduit les trafiquants à armer davantage leurs convois. Selon un responsable touareg, « c'est ce qui a déclenché le conflit au Mali et c'est ce que les populations locales veulent éviter au Niger ».⁹¹

L'absence au Kawar d'arrangements similaires à ceux qui existent plus au sud pour gérer l'économie informelle, limiter la violence et créer un lien entre les dirigeants politiques et le centre, accroît les risques de violence et de rébellion dans l'extrême Nord. Face à l'insécurité croissante liée à la dangerosité accrue du commerce illicite, les Toubou au Kawar ont lancé de nouveaux groupes d'autodéfense, dont plusieurs sont basés dans le Sud de la Libye déserté par l'Etat.⁹² En 2016, avec

Crisis Group, « Traversing the Tribal Patchwork of Libya's South West », 12 juin 2017. En 2015, un accident a provoqué des disputes entre les Touareg et les Toubou à Agadez et failli entraîner les deux groupes ethniques dans un conflit direct. Entretien de Crisis Group, habitants d'Agadez, Niamey, décembre 2018.

⁸⁷ Entretien de Crisis Group, chefs toubou, Agadez, février 2019.

⁸⁸ Les forces armées nigériennes craignent aujourd'hui d'aller au Kawar plus que dans toute autre région du Nord. Les patrouilles mensuelles de la Garde nationale dans l'extrême Nord sont risquées, coûteuses et inefficaces, nécessitant le déplacement de vingt véhicules dans des conditions difficiles pendant dix jours. Les forces nigériennes, plus effrayées par les militants itinérants que l'inverse, ont été attaquées à plusieurs reprises et se sont fait voler leurs véhicules, notamment dans des embuscades dans la zone du Puits de l'Espoir. Dans la plupart des cas, les forces nigériennes et les unités armées de cette zone s'évitent simplement les unes les autres. Entretien de Crisis Group, interprète toubou de l'armée, Agadez, février 2019.

⁸⁹ Entretien de Crisis Group, expert régional toubou, Dakar, septembre 2018.

⁹⁰ Entretien téléphonique de Crisis Group, expert du Sahel, juin 2018.

⁹¹ Entretien de Crisis Group, source au sein des forces de sécurité du Nord, Agadez, juin 2018.

⁹² Entretien de Crisis Group, élites toubou, Niamey, décembre 2018. Il y a souvent peu de différence entre les groupes d'autodéfense et les groupes rebelles. « Les Toubou disent que l'armée n'a pas sécurisé la zone et qu'ils se font trop attaquer par des bandits pour circuler seuls. ... Ils s'inquiètent pour

les Toubou de Manga, dans le Sud-Est du Niger, ils ont fondé le Mouvement pour la justice et la réhabilitation du Niger, qui exige non seulement des droits communaux sur les revenus issus d'un nouveau champ pétrolier à Agadem et la réouverture de la mine d'or du Djado, mais aussi un sultanat toubou.⁹³

D. *Les risques liés à la gestion des conflits au Niger*

L'inconvénient de l'approche pragmatique adoptée par le Niger pour gérer le commerce illicite est que de nombreux représentants de l'Etat y ont désormais un intérêt personnel. La prise de décision au niveau politique risque d'être guidée davantage par l'appât du gain que par l'intérêt général, donnant lieu à ce que certains appellent la « cartellisation » de la politique nigérienne.⁹⁴

Le danger principal est sans doute que des rivalités entre factions étatiques sur- gissent et viennent s'ajouter à la concurrence violente entre trafiquants.⁹⁵ En s'alliant, les responsables politiques et les barons du trafic pourraient chercher à s'accaparer des marchés florissants, les politiciens utilisant leur accès privilégié aux contrats de l'Etat et leur immunité pour protéger leurs partenaires. Les trafiquants peuvent utiliser les services de renseignement et les forces de sécurité de l'Etat pour s'attaquer les uns les autres. Un tel incident a peut-être déjà eu lieu : le 14 juin 2018, une unité antidrogue a saisi deux tonnes et demie de cannabis dans un entrepôt de Niamey. Deux semaines après l'annonce de cette saisie record, des hommes armés ont tenté de tuer le successeur potentiel d'un puissant trafiquant à Agadez. Beaucoup ont alors présumé que les hommes armés avaient voulu se venger du trafiquant pour avoir informé les autorités au sujet du cannabis.⁹⁶ L'incident est d'autant plus inquiétant que l'une des personnes arrêtées dans l'entrepôt avait des liens avec un groupe armé malien, signe que le conflit malien pourrait se propager au Niger.⁹⁷

L'ascension des trafiquants et de leurs mandataires au sein des partis politiques et des agences militaires et de renseignement pourrait également exacerber les rivalités politiques. Alors que certains hauts responsables étatiques considèrent que ces compromis aident à garder le contrôle au Nord, d'autres craignent qu'ils discréditent

leur famille. Ils sont jeunes et ne sont pas d'anciens rebelles, mais ils envisagent de lancer une rébellion ». Entretien de Crisis Group, responsable toubou du gouvernement, Niamey, décembre 2018.

⁹³ Entretiens de Crisis Group, rebelles toubou, Niamey, décembre 2018. Manga s'étend de la zone hausa de Diffa à la zone traditionnellement tebu d'Agadem, où l'Etat a autorisé de nouveaux forages pétroliers ces dernières années. Le groupe rebelle, dirigé par Adam Tcheke, a menacé d'attaquer les installations pétrolières chinoises à proximité d'Agadem. Des représentants du gouvernement ont accueilli deux chefs rebelles à Niamey en novembre 2018 pour des négociations. Les dirigeants ont par la suite accepté de quitter la rébellion avec leurs hommes et leurs armes. Seul un petit groupe reste actif.

⁹⁴ « Nous risquons de devenir comme le Mexique, où les cartels pénètrent et manipulent la sphère politique à leur avantage ». Entretien de Crisis Group, jeune figure du Nord, Agadez, juin 2018.

⁹⁵ Entretiens de Crisis Group, responsables du Nord du Niger, juin 2018.

⁹⁶ Entretiens de Crisis Group, responsables du Nord, Agadez, juin 2018.

⁹⁷ Il s'agit du groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés, un groupe allié à l'Etat au Mali. Entretien de Crisis Group, responsable sécuritaire nigérien, octobre 2018. Voir aussi « Ahmadou ag Badi un chef militaire du GATIA parmi les personnes arrêtées par la sécurité nigérienne pour trafic de drogue », Mali.net, 24 juin 2018.

l'Etat et créent de la violence.⁹⁸ Ils sont particulièrement inquiets à l'approche de l'élection présidentielle de 2021. La Constitution interdisant au président Issoufou de briguer un troisième mandat, la course à sa succession sera grande ouverte.⁹⁹

⁹⁸ « Le trafic de drogue est beaucoup plus dangereux que le trafic de migrants parce qu'il procure plus d'argent qui peut être utilisé pour corrompre l'Etat. Nous craignons que les trafiquants de drogue ne deviennent beaucoup plus forts que le gouvernement ». Entretien de Crisis Group, général nigérien, Niamey, décembre 2018.

⁹⁹ Entretien de Crisis Group, responsable sécuritaire nigérien, octobre 2018.

IV. Tirer profit des atouts du Niger

Les bouleversements qui touchent l'économie informelle – la répression du trafic de migrants, l'ascension de nouveaux barons de la drogue, l'émergence de marchés semi-formels de l'or et le risque que la lutte contre la contrebande devienne un objectif sécuritaire plus large – mettent à rude épreuve les stratégies du Niger pour contenir la violence liée au marché noir. Les mécanismes informels qui ont aidé le pays à préserver un calme relatif pendant une période de troubles régionaux sans précédent restent fragiles. Ils sont soumis à une pression particulière alors que le Niger se prépare à l'élection présidentielle de 2021, qui va amplifier la compétition pour les ressources et les luttes d'influence.

Niamey et ses partenaires internationaux, en particulier l'UE, sont confrontés à des choix difficiles. Endiguer le trafic, en particulier celui des drogues et des personnes, est un impératif national fort pour les gouvernements européens. Mais prendre d'autres mesures agressives pour y parvenir pourrait contrarier les arrangements en place en matière de gestion des conflits, déjà mis à rude épreuve après l'interdiction du trafic de migrants en 2015. L'effondrement d'un pays relativement stable au centre du Sahel jouerait certainement en faveur des groupes militants. Pour l'instant, il serait donc plus sûr de réduire la violence en ne ciblant que les trafiquants qui ont du sang sur les mains que de tenter de donner un coup d'arrêt à l'économie informelle. En même temps, Niamey et ses partenaires internationaux peuvent prendre des mesures pour développer l'économie formelle au Nord. Les puissances étrangères qui fournissent une aide militaire devraient veiller à ce qu'elle ne nuise pas aux relations entre le gouvernement du Niger et ses citoyens. L'UE et d'autres devraient s'assurer qu'aucune de leurs interventions ne donne l'impression de favoriser une communauté plutôt qu'une autre, ce qui risquerait d'alimenter les conflits.

A. La priorité : réduire la violence

Tenter d'empêcher toutes les formes de commerce illicite risquerait de créer les conditions d'une rébellion dans le Nord, en ravageant l'économie locale et en brisant l'alliance de l'Etat avec les Touareg. L'Etat nigérien et les autorités locales sont d'accord avec les commandants français et américains sur le fait que les trafiquants vont continuer de jouer un rôle au Sahel pour un certain temps. Cela ne signifie pas qu'il faille revenir sur l'interdiction du trafic de migrants adoptée en 2015. Mais les acteurs extérieurs devraient laisser au gouvernement une marge de manœuvre suffisante pour poursuivre ses efforts visant à désamorcer les conflits entre trafiquants. Niamey devrait s'attacher non pas à éliminer complètement le commerce illicite, mais à contenir son potentiel de violence ; les autorités ne devraient sanctionner que ceux qui ont du sang sur les mains. En même temps, les forces de sécurité et de défense étrangères devraient éviter de se laisser manipuler par les trafiquants, qui peuvent chercher à présenter leurs rivaux comme des terroristes. La région du Kawar mérite une attention particulière, étant donné que la compétition autour de la contrebande y a déjà suscité des mouvements armés.

La Commission de paix et sécurité basée à Agadez est un exemple d'initiative de médiation locale efficace. Ses membres ont une connaissance aigüe des acteurs, des

risques et des modes de dialogue efficaces. Les partenaires internationaux devraient être conscients du rôle que joue la commission pour prévenir l'escalade des différends sur le marché noir et pourraient vouloir la consulter au moment d'élaborer leurs propres politiques. De son côté, la commission devrait être aussi inclusive que possible et impliquer davantage de jeunes et de représentants de divers groupes ethniques, dont les Toubou. Les initiatives de médiation dans la région d'Agadez ont peut-être réussi à empêcher la violence d'éclater entre Touareg et Toubou, mais elles restent dominées par les Touareg.

L'intégration informelle des trafiquants dans les institutions de l'Etat – par exemple en permettant à des figures de premier plan d'avoir une double casquette en tant que politicien ou conseiller officiel – aide à réguler le marché noir et à contenir son potentiel de violence. Cette politique a sans doute des inconvénients : l'ascension de la classe criminelle nigérienne pourrait éroder l'intégrité et les capacités de l'Etat. Si le risque de conflit était moindre, le Niger et ses partenaires pourraient vouloir éradiquer les intérêts criminels des structures étatiques. Pour l'heure, cependant, le danger que la contrebande alimente les conflits armés au Nord du Niger est plus sérieux que celui d'une cartellisation de l'Etat.

Niamey devrait donc faire la distinction entre les commerçants qui investissent dans les armes lourdes et recourent à la violence et ceux qui ne le font pas – et se concentrer sur les premiers. Le Conseil national de sécurité, la plus haute institution sécuritaire du pays, devrait envisager de demander des comptes aux trafiquants violents. Il dispose d'une gamme d'outils pour faire de la violence une ligne rouge, en adoptant une approche au cas par cas. Les mesures pourraient aller de l'action militaire aux poursuites judiciaires, en passant par le retrait de privilèges politiques accordés à un trafiquant.¹⁰⁰ Lorsque les forces de sécurité arrêtent les trafiquants qui recourent à la violence, les agences de sécurité internationales ayant un mandat de lutte contre le trafic, comme EUCAP et la Force du G5 Sahel, peuvent prêter main forte. Les armées française et américaine devraient en revanche rester en dehors de telles opérations.

Le Kawar, qui abrite déjà des contrebandiers lourdement armés, est un secteur particulièrement préoccupant. Les autorités à Niamey et au Kawar devraient s'inspirer de la ville d'Agadez et de la région de l'Aïr et s'efforcer de développer un système commun de gestion du commerce formel et informel qui réponde aux besoins des différents acteurs. L'Etat devrait chercher à améliorer la représentation au sein du gouvernement des Toubou du Kawar, qui se sentent malmenés par les forces de sécurité nigériennes et entraînés dans les rébellions des Toubou en Libye et au Tchad. Il devrait également déployer des forces de sécurité pour rétablir l'ordre public, tout en veillant à ce qu'elles n'extorquent ni ne harcèlent les populations locales. Les autorités devraient compléter ces efforts par une approche axée sur le dialogue et le développement à l'intention des Toubou, qui sont de plus en plus divisés et de mieux en mieux armés ; par exemple, en invitant régulièrement les dirigeants toubou du

¹⁰⁰ Pour chaque type d'action, il existe un précédent : l'Etat a envoyé des forces de sécurité pour fermer les mines d'or du Djado lorsque des groupes armés s'en sont emparés ; il a arrêté un chef de milice malien qui trafiquait de la drogue à travers le Niger ; et lorsque Cherif Ould Abidine a tenté de façon trop effrontée de s'accaparer des marchés publics lucratifs à Agadez, l'Etat lui a enlevé son titre de député. Entretiens de Crisis Group, Niamey et Agadez, juin et octobre 2018.

Kawar à venir exprimer leurs préoccupations à Niamey et en apaisant les tensions qui se sont manifestées avec les dirigeants du Djado.

B. Investir davantage dans l'économie formelle

Bien que d'autres régions plus peuplées aient des besoins plus importants, le Niger et ses partenaires devraient accorder une attention particulière au développement des perspectives économiques pour les habitants du Nord. Les trafics seront probablement toujours plus lucratifs que les activités licites. Mais plus il existe de possibilités en dehors de la contrebande, moins il est probable que les efforts visant à entraver le commerce illicite laissent les gens sans moyens de subsistance et vulnérables au recrutement par des groupes militants, et plus il serait facile pour les trafiquants de se tourner vers l'économie formelle.

Niamey devrait commencer par effectuer un paiement complet, régulier et transparent de la part des recettes tirées de l'uranium qu'elle doit aux communes et à l'Assemblée régionale du Nord.¹⁰¹ La transparence exige que les autorités lèvent le voile sur la quantité de minerai extrait dans chaque site, sur les revenus que le gouvernement reçoit des sociétés minières et sur ce qu'il verse aux communes. Ces tâches exigent pour leur part des mécanismes d'audit interne et externe plus efficaces.¹⁰² En général, l'Etat devrait gérer les ressources du Nord de sorte que les bénéfices pour les habitants du Nord soient évidents, ce qui pourraient impliquer de s'assurer que les sociétés minières paient des impôts locaux.¹⁰³

Le Nord du Niger a besoin de routes et d'électricité. Des acteurs comme l'UE pourraient consacrer une plus grande partie de leur financement au développement d'infrastructures, nécessaire mais longtemps différé. Le gouvernement travaille sur des projets d'électrification et les habitants d'Agadez attendent avec impatience un projet de centrale solaire.¹⁰⁴ Le gouvernement devrait accélérer la construction de la route nationale reliant Tahoua à Arlit via Agadez, un projet gangrené par la fraude et la procrastination depuis une décennie. Le financement de routes nationales et du projet de route transsaharienne stimulera également le commerce et créera des emplois.

¹⁰¹ Entretiens de Crisis Group, responsables régionaux au Nord et responsables politiques à Niamey, Agadez et Niamey, juin 2018. L'article 95 du Code minier de 2006 stipule que Niamey verse 15 pour cent des redevances d'uranium du pays aux communes du Nord. Au niveau local, 90 pour cent des fonds doivent être consacrés au développement local, ce qui, dans la pratique, signifie généralement à l'éducation, aux soins de santé et à l'agriculture.

¹⁰² Voir « Etat des lieux sur la rétrocession des 15 % des redevances minières et pétrolières de l'Etat vers les communes des régions concernées », Publiez ce que vous payez et OXFAM, 30 août 2019, ainsi que « Les revenus des industries extractives du Niger, le cas de l'uranium : qui en profite ? », OSIWA, 2014.

¹⁰³ Le maire d'Arlit a intenté une action en justice contre la société d'uranium française Orano pour contester la retenue d'un milliard de francs CFA (1,7 million de dollars) d'impôt dû chaque année à la commune. Après deux ans de litige, la société a payé l'impôt pour la période 2015-2017. Entretien de Crisis Group, maire d'Arlit, Agadez, juin 2018.

¹⁰⁴ La construction d'une centrale photovoltaïque hybride diesel-solaire financée par l'UE et l'AFD à Agadez devrait commencer en 2019. D'une capacité de 19 MW, elle couvrira largement les besoins croissants d'Agadez, estimés à 8 MW. Elle devrait être opérationnelle en janvier 2020. Voir « Niger : Agadez prend son temps », *Jeune Afrique*, 28 février 2018.

La relance du tourisme dans la capitale régionale Agadez est une priorité de développement économique pour les responsables et les travailleurs locaux. Pendant des décennies, Agadez a été une destination attrayante pour les touristes internationaux, qui s'en tiennent désormais éloignés parce que de nombreux gouvernements occidentaux la considèrent comme une zone à risque. Mais aucune attaque terroriste contre les forces de sécurité, les civils locaux ou les étrangers n'a été signalée à Agadez depuis 2013 – un meilleur bilan que celui de plusieurs capitales européennes. La France devrait montrer la voie en abaissant le niveau de risque sécuritaire de la ville d'Agadez de rouge à orange.¹⁰⁵

Lorsqu'ils investissent dans l'économie formelle, les pouvoirs publics devraient éviter de concurrencer les activités informelles et travailler plutôt en tandem avec elles. L'exploitation minière à Tchibarakaten est un bon exemple de synergie positive entre la gestion formelle et informelle. La « nationalisation » des mines a absorbé les chômeurs et injecté de l'argent dans une économie du Nord durement touchée par l'interdiction du trafic de migrants. Les négociations entre l'Etat, les élites du Nord et les représentants des mineurs ont abouti à un accord de partage qui a modéré les tentatives des élites de contrôler une grande partie des mines et protégé ainsi les intérêts des individus impliqués dans l'exploitation minière informelle, notamment les anciens passeurs de migrants. Les perceptions locales selon lesquelles les mines profitent à la région ont amélioré la sécurité et endigué le banditisme. Cet arrangement, qui trouve un équilibre entre les besoins et les réglementations au niveau local et ceux de l'Etat, pourrait servir de modèle pour la réouverture du site du Djado, dont les conditions sont à l'étude.¹⁰⁶ Le gouvernement devrait se montrer prudent et s'assurer qu'il a l'appui de la population locale avant de délivrer des permis à des entreprises étrangères.

C. *Eviter de déstabiliser le Niger par mégarde*

Il est particulièrement important que les gouvernements étrangers anticipent les éventuels effets pervers de leurs politiques. Ils devraient minimiser les risques que leurs efforts pour freiner la migration et le militantisme islamiste déstabilisent le Niger et puissent alimenter les tendances qu'ils visent à contrer.

La prudence est de mise en matière de politique migratoire en particulier. Les responsables politiques européens présentent la migration comme une activité criminelle qui menace la sécurité du Niger, mais en réalité, ils la considèrent comme une question de sécurité intérieure en mesure de faire ou défaire les gouvernements européens. Comme le fait remarquer un responsable de l'UE : « Nous ne pouvons pas admettre que nous sommes au Niger pour endiguer l'immigration. Nous devons démontrer que notre engagement est lié à la criminalité et aux facteurs qui déstabilisent le Niger ».¹⁰⁷

¹⁰⁵ Voir Tity Agbahey et Mawli Dayak, « Niger : investir dans le tourisme pour protéger l'avenir », WATHI, 26 mars 2019. La zone rouge dans la carte française d'avis aux voyageurs débute juste au sud de la ville d'Agadez et s'étend au nord à partir de là.

¹⁰⁶ Entretiens de Crisis Group, responsables nigériens, février 2019.

¹⁰⁷ Entretien de Crisis Group, représentant de l'UE.

La pression européenne a réduit la migration à travers le Niger, mais cela a eu un prix. La diminution du nombre de départs de migrants d'Agadez est en un sens une victoire pour la politique de l'UE. Mais les passeurs ont tendance à s'adapter rapidement aux obstacles et à trouver de nouveaux itinéraires – de fait, le nombre de départs de migrants depuis Agadez avait déjà augmenté de 10 pour cent en 2018 par rapport à l'année précédente.¹⁰⁸ De façon plus dangereuse encore, l'interdiction du trafic de migrants en 2015 a mis l'économie du Nord à genoux à un moment où le risque de conflit était anormalement élevé. L'économie et les mécanismes informels de gestion des conflits au Nord du Niger ne doivent probablement leur salut qu'à un coup de chance – la ruée vers l'or – qui a absorbé les passeurs de migrants au chômage. Sans cela, la compétition pour des ressources rares aurait pu s'intensifier et menacer la stabilité du Niger, ce qui aurait vraisemblablement renforcé les groupes militants et attisé la violence.

D'autres programmes de l'UE ont également eu des conséquences inattendues.¹⁰⁹ Dans certains cas, des programmes conçus pour stimuler le développement économique et faciliter l'accès des passeurs de migrants à des professions moins lucratives mais plus stables, ont alimenté les tensions ethniques. L'UE avait l'intention d'appliquer des critères techniques pour déterminer qui avait droit à un tel soutien : les programmes devaient exclure uniquement les passeurs considérés comme de grands criminels.¹¹⁰ Dans la pratique, cependant, la plupart des fonds de reconversion professionnelle sont allés à des communes à majorité touareg. Pendant ce temps, les Toubou avaient l'impression que la campagne parallèle d'arrestations et de saisies de véhicules menée par le gouvernement les visait en particulier.¹¹¹ Dans ce cas, l'aide de l'UE a contribué aux rivalités intercommunautaires et a renforcé le sentiment d'exclusion des Toubou.¹¹²

Alors que l'UE semble déterminée à poursuivre ses politiques visant à contenir le flux de migrants via le Sahel, elle devrait veiller à ce que les interventions causent des dommages économiques aussi minimes que possible, ne perturbent pas les fragiles systèmes de gestion des conflits du Niger et n'exacerbent pas les tensions entre les communautés. Là où ses interventions auront un impact social et économique déstabilisateur, comme dans le cas de l'interdiction du trafic de migrants, elle devrait s'efforcer d'anticiper ces conséquences et de distribuer plus équitablement l'assistance économique et les autres moyens de subsistance à ceux qui en sont victimes. Lorsque ses politiques comportent un élément punitif, l'UE devrait veiller à ce que les punitions soient infligées de manière équitable. Elle devrait porter une attention particulière à l'élimination de toute forme de discrimination communautaire dans ses programmes.

¹⁰⁸ « Niger – Rapport sur les points de suivi des flux de population (décembre 2018) », OIM, 28 janvier 2019.

¹⁰⁹ Entretiens de Crisis Group, chefs régionaux toubou et touareg, Niamey et Agadez, juin 2018.

¹¹⁰ Entretien de Crisis Group, représentant de l'UE, Niamey, juin 2018.

¹¹¹ Entretiens de Crisis Group, chefs régionaux toubou et touareg, Niamey et Agadez, juin 2018.

¹¹² « Il aurait été équitable de donner la moitié de l'enveloppe à Dirkou [au Kawar] et le reste à Agadez. Politiquement, ce n'était pas viable car cela aurait énervé Agadez », a déclaré un membre de la HACP. Entretien de Crisis Group, Niamey, décembre 2018.

V. Conclusion

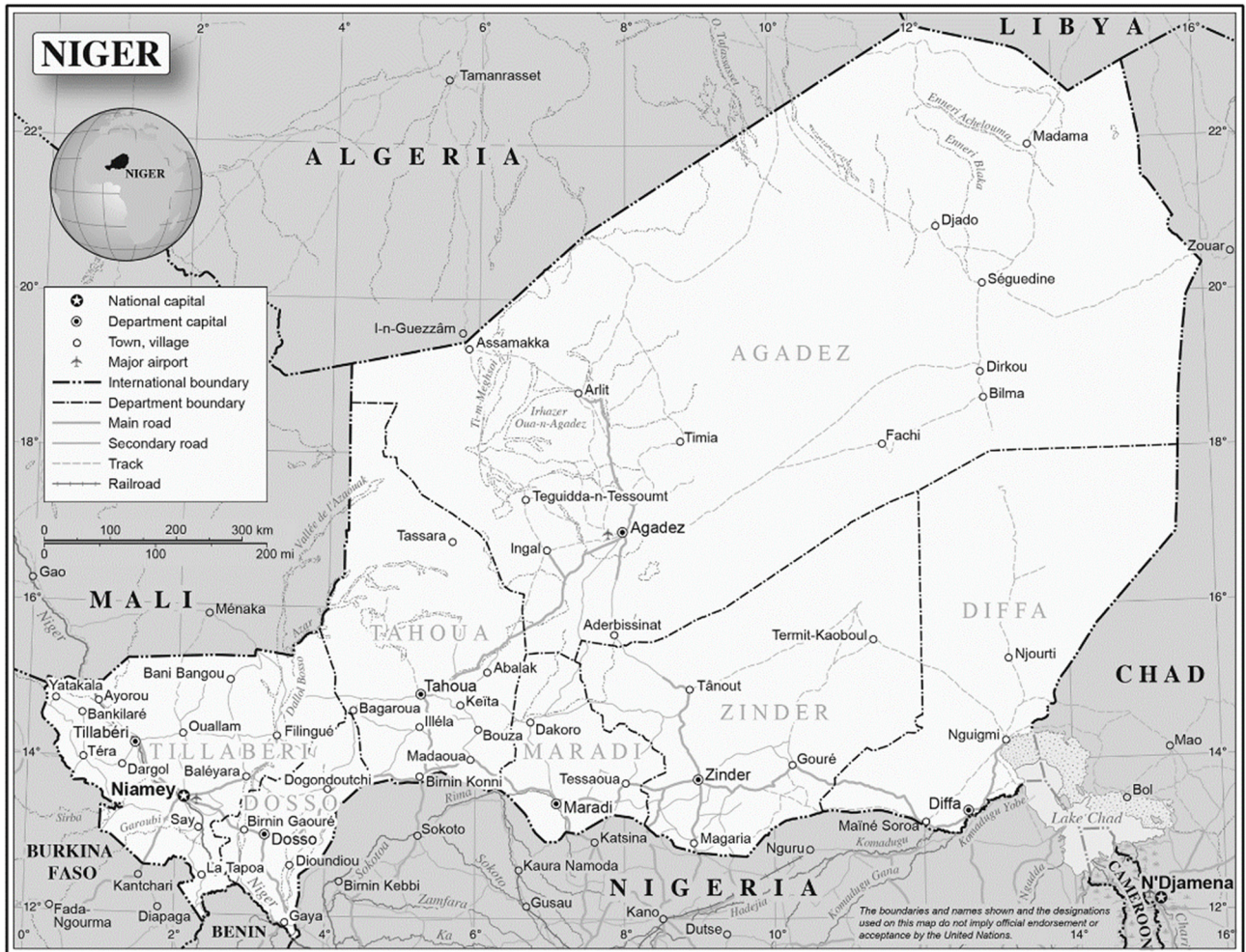
Le Niger n'est pas comme le Mali, où la position de l'Etat face au trafic de drogue dans le Nord du pays – absent, d'une part, et complice, d'autre part – a alimenté le conflit.¹¹³ Les acteurs étatiques et les réseaux de pouvoir connexes au Niger ont géré les flux de contrebande de manière relativement pacifique, bien que certains des accords entre l'Etat et les trafiquants s'effiloquent. L'UE a réussi dans une certaine mesure à freiner les flux migratoires, mais il n'est ni réaliste ni souhaitable de chercher à les éradiquer de façon agressive et à mettre fin aux autres formes de trafic au Niger. Un objectif plus pragmatique, que les élites politiques, y compris les habitants du Nord intégrés aux structures étatiques, font de leur mieux pour atteindre, consisterait à réduire la violence que génère la concurrence dans le commerce illicite.

Le Niger et les puissances étrangères devraient mieux coordonner leurs réponses politiques. Ils devraient réduire autant que possible le risque que les interventions perturbent les équilibres délicats qui contribuent souvent à maintenir le calme, y compris lorsqu'ils établissent des programmes de développement pour accompagner les efforts de lutte contre l'économie informelle dans le Nord. Les institutions de l'Etat nigérien et les élites du Nord, quant à elles, devraient rester attentives aux risques liés à l'ascension d'une classe criminelle sur la scène politique nationale. Elles devraient atténuer ces risques en sévissant contre les trafiquants qui ont recours à la violence. De cette façon, l'Etat nigérien pourra garder le trafic sous contrôle.

Dakar/Niamey/Agadez/Bruxelles, 6 janvier 2020

¹¹³ Rapport de Crisis Group, *Narcotrafic, violence et politique au Mali*, op. cit.

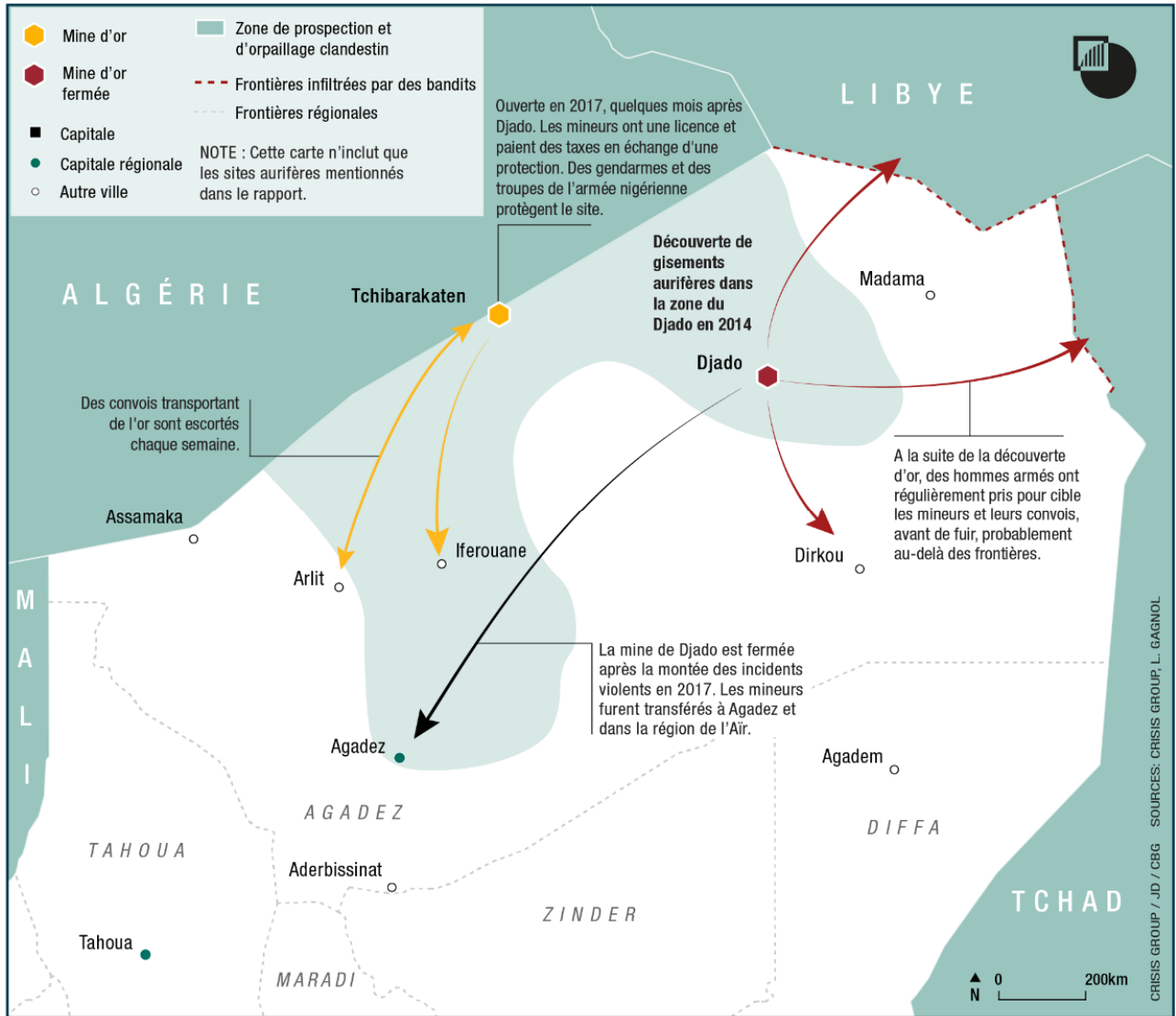
Annexe A : Carte du Niger



Annexe B : Routes Migratoires au Niger



Annexe C : Mines d'or au Niger



Annexe D : Principales routes du trafic de drogue au Niger



Annexe E : A propos de l'International Crisis Group

L'International Crisis Group est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif qui emploie près de 120 personnes présentes sur les cinq continents. Elles élaborent des analyses de terrain et font du plaidoyer auprès des dirigeants dans un but de prévention et de résolution des conflits armés.

La recherche de terrain est au cœur de l'approche de Crisis Group. Elle est menée par des équipes d'analystes situées dans des pays ou régions à risque ou à proximité de ceux-ci. À partir des informations recueillies et des évaluations de la situation sur place, Crisis Group rédige des rapports analytiques rigoureux qui s'accompagnent de recommandations pratiques destinées aux dirigeants politiques internationaux, régionaux et nationaux. Crisis Group publie également *CrisisWatch*, un bulletin mensuel d'alerte précoce offrant régulièrement une brève mise à jour de la situation dans plus de 70 situations de conflit (en cours ou potentiel).

Les rapports de Crisis Group sont diffusés à une large audience par courrier électronique. Ils sont également accessibles au grand public via le site internet de l'organisation : www.crisisgroup.org. Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin d'attirer leur attention et de promouvoir ses analyses et recommandations politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group, qui compte d'éminentes personnalités du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias, s'engage directement à promouvoir les rapports et les recommandations auprès des dirigeants politiques du monde entier. Le Conseil d'administration est présidé par Mark Malloch-Brown, ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Robert Malley, président-directeur général de Crisis Group, a pris ses fonctions le 1er janvier 2018. Anciennement directeur du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord de Crisis Group, il a plus récemment servi en tant qu'adjoint spécial auprès de l'ancien président américain Barack Obama ainsi que son conseiller dans la campagne anti-ISIL, et coordinateur pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et la région du Golfe à la Maison-Blanche. Précédemment, il a été adjoint spécial pour les affaires israélo-palestiniennes auprès du président Bill Clinton.

Le siège d'International Crisis Group est situé à Bruxelles et l'organisation a des bureaux dans sept autres villes : Bogota, Dakar, Kaboul, Nairobi, Londres, New York et Washington, DC. Elle est également présente dans les villes suivantes : Abuja, Alger, Bangkok, Beyrouth, Caracas, Gaza, Djouba, Guatemala, Hong Kong, Jérusalem, Johannesburg, Kaboul, Mexico, Rabat, Tbilissi, Toronto, Tripoli, Tunis et Yangon.

Crisis Group reçoit le soutien financier d'un grand nombre de gouvernements, de fondations et de donateurs privés. Actuellement, Crisis Group entretient des relations avec les agences et départements gouvernementaux suivants: Affaires mondiales Canada, Agence française de développement, Ministère australien des Affaires étrangères et du commerce, Agence autrichienne pour le développement, Agence japonaise de Coopération internationale, Département fédéral des Affaires étrangères de la Confédération suisse, Département pour le développement international du Royaume-Uni, Fonds d'affectation spéciale d'urgence pour l'Afrique de l'Union européenne, Instrument contribuant à la stabilité et à la paix de l'Union européenne, Irish Aid, Ministère danois des Affaires étrangères, Ministère fédéral des affaires étrangères de l'Allemagne, Ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale des Émirats arabes unis, Ministre des Affaires étrangères du Qatar, Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, Ministère islandais des Affaires étrangères, Ministère luxembourgeois des Affaires étrangères et européennes, Ministère néerlandais des Affaires étrangères, Ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du commerce, Ministère norvégien des Affaires étrangères, Ministère suédois des Affaires étrangères, et la Principauté du Liechtenstein.

Crisis Group entretient aussi des relations avec les fondations suivantes: Carnegie Corporation of New York, Charles Koch Foundation, Henry Luce Foundation, John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, Korea Foundation, Open Society Foundations, Ploughshares Fund, Robert Bosch Stiftung, Rockefeller Brothers Fund, UniKorea Foundation et Wellspring Philanthropic Fund.

Annexe F : Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2017

Rapports et Briefings Spéciaux

Counter-terrorism Pitfalls: What the U.S. Fight against ISIS and al-Qaeda Should Avoid, Rapport spécial N°3, 22 mars 2017.

Council of Despair? The Fragmentation of UN Diplomacy, Briefing spécial N°1, 30 avril 2019.

Seven Opportunities for the UN in 2019-2020, Briefing spécial N°2, 12 septembre 2019.

Seven Priorities for the New EU High Representative, Briefing spécial N°3, 12 décembre 2019.

Afrique

A Tale of Two Councils: Strengthening AU-UN Cooperation, Rapport Afrique N°279, 25 juin 2019.

Afrique australe

Zimbabwe's "Military-assisted Transition" and Prospects for Recovery, Briefing Afrique N°134, 20 décembre 2017.

Afrique centrale

Boko Haram au Tchad : au-delà de la réponse sécuritaire, Rapport Afrique N°246, 8 mars 2017 (aussi disponible en anglais).

Burundi : l'armée dans la crise, Rapport Afrique N°247, 5 avril 2017 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins, Rapport Afrique N°250, 2 août 2017 (aussi disponible en anglais).

Eviter le pire en République centrafricaine, Rapport Afrique N°253, 28 septembre 2017 (aussi disponible en anglais).

Nouveau départ pour les relations entre l'Union africaine et l'Union européenne, Rapport Afrique N°255, 17 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : l'aggravation de la crise anglophone requiert des mesures fortes, Briefing Afrique N°130, 19 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

Extrême-Nord du Cameroun : le casse-tête de la reconstruction en période de conflit, Briefing Afrique N°133, 25 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

Vers une action concertée en RDC, Rapport Afrique N°257, 4 décembre 2017 (aussi disponible en anglais).

Sept priorités pour l'Union africaine en 2018, Briefing Afrique N°135, 17 janvier 2018 (aussi disponible en anglais).

Poker électoral en RD Congo, Rapport Afrique N°259, 4 avril 2018 (aussi disponible en anglais).

La crise anglophone au Cameroun : comment l'Eglise catholique peut encourager le dialogue, Briefing Afrique N°138, 26 avril 2018 (aussi disponible en anglais).

Poker électoral en RDC : les enjeux montent, Briefing Afrique N°139, 8 juin 2018 (aussi disponible en anglais).

RDC : l'onde de choc Bemba, Briefing Afrique N°140, 15 juin 2018 (aussi disponible en anglais).

Extrême-Nord du Cameroun : nouveau chapitre dans la lutte contre Boko Haram, Rapport Afrique N°263, 14 août 2018 (aussi disponible en anglais).

Soutenir la population burundaise face à la crise économique, Rapport Afrique N°264, 31 août 2018 (aussi disponible en anglais).

Election présidentielle au Cameroun : les fractures se multiplient, Briefing Afrique N°142, 3 octobre 2018 (aussi disponible en anglais).

Tchad : désamorcer les tensions dans la bande sahélienne, Rapport Afrique N°266, 5 décembre 2018 (aussi disponible en anglais).

Crise anglophone au Cameroun : comment arriver aux pourparlers, Rapport Afrique N°272, 2 mai 2019 (aussi disponible en anglais).

Tchad : sortir de la confrontation à Miski, Rapport Afrique N°274, 17 mai 2019.

Dernier accord de paix en RCA : les conditions du succès, Rapport Afrique N°277, 18 juin 2019 (aussi disponible en anglais).

Burundi : à court d'options, Rapport Afrique N°278, 20 juin 2019 (aussi disponible en anglais).

A New Approach for the UN to Stabilise the DR Congo, Briefing Afrique N°148, 4 December 2019.

Eviter la reprise des violences communautaires à l'Est du Tchad, Rapport Afrique N°284, 30 décembre 2019.

Afrique de l'Ouest

Watchmen of Lake Chad: Vigilante Groups Fighting Boko Haram, Rapport Afrique N°244, 23 février 2017.

Le Niger face à Boko Haram : au-delà de la contre-insurrection, Rapport Afrique N°245, 27 février 2017 (aussi disponible en anglais).

Islam et politique au Mali : entre réalité et fiction, Rapport Afrique N°249, 18 juillet 2017.

Une arme à double tranchant : comités de vigilance et contre-insurrections africaines, Rapport Afrique N°251, 7 septembre 2017 (aussi disponible en anglais).

Herders against Farmers: Nigeria's Expanding Deadly Conflict, Rapport Afrique N°252, 19 septembre 2017.

Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad, Rapport Afrique N°254, 12 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

Force du G5 Sahel : trouver sa place dans l'embouteillage sécuritaire, Rapport Afrique N°258, 12 décembre 2017 (aussi disponible en anglais).

Preventing Boko Haram Abductions of School-children in Nigeria, Briefing Afrique N°137, 12 avril 2018.

Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique, Rapport Afrique N°261, 12 juin 2018.

Stopping Nigeria's Spiralling Farmer-Herder Violence, Rapport Afrique N°262, 26 juillet 2018.

Narco trafic, violence et politique au Nord du Mali, Rapport Afrique N°267, 13 décembre 2018 (aussi disponible en anglais).

Nigeria's 2019 Elections: Six States to Watch, Rapport Afrique N°268, 21 décembre 2018.

Facing the Challenge of the Islamic State in West Africa Province, Rapport Afrique N°273, 16 mai 2019.

Returning from the Land of Jihad: The Fate of Women Associated with Boko Haram, Rapport Afrique N°275, 21 mai 2019.

Parler aux jihadistes au centre du Mali : le dialogue est-il possible ?, Rapport Afrique N°276, 28 mai 2019 (aussi disponible en anglais).

L'Afrique de l'Ouest face au risque de contagion jihadiste, Briefing Afrique N°149, 20 décembre 2019 (aussi disponible en anglais)

Corne de l'Afrique

Instruments of Pain (II): Conflict and Famine in South Sudan, Briefing Afrique N°124, 26 avril 2017.

Instruments of Pain (III): Conflict and Famine in Somalia, Briefing Afrique N°125, 9 mai 2017.

Instruments of Pain (IV): The Food Crisis in North East Nigeria, Briefing Afrique N°126, 18 mai 2017.

Kenya's Rift Valley: Old Wounds, Devolution's New Anxieties, Rapport Afrique N°248, 30 mai 2017.

Time to Repeal U.S. Sanctions on Sudan?, Briefing Afrique N°127, 22 juin 2017.

A New Roadmap to Make U.S. Sudan Sanctions Relief Work, Briefing Afrique N°128, 29 septembre 2017.

How to Ensure a Credible, Peaceful Presidential Vote in Kenya, Briefing Afrique N°129, 2 octobre 2017.

Managing the Disruptive Aftermath of Somalia's Worst Terror Attack, Briefing Afrique N°131, 20 octobre 2017.

An Election Delay Can Help Avert Kenya's Crisis, Briefing Afrique N°132, 23 octobre 2017.

Uganda's Slow Slide into Crisis, Rapport Afrique N°256, 21 novembre 2017.

After Kenya's Leaders Reconcile, a Tough Path Ahead, Briefing Afrique N°136, 13 mars 2018.

Somalia and the Gulf Crisis, Rapport Afrique N°260, 5 juin 2018.

Averting War in Northern Somalia, Briefing Afrique N°141, 27 juin 2018.

Al-Shabaab Five Years after Westgate: Still a Menace in East Africa, Rapport Afrique N°265, 21 septembre 2018.

Improving Prospects for a Peaceful Transition in Sudan, Briefing Afrique N°143, 14 janvier 2019.

Managing Ethiopia's Unsettled Transition, Rapport Afrique N°269, 21 février 2019.

Salvaging South Sudan's Fragile Peace Deal, Rapport Afrique N°270, 13 mars 2019.

Bridging the Gap in the Nile Waters Dispute, Rapport Afrique N°271, 20 mars 2019.

Averting Violence in Zanzibar's Knife-edge Election, Briefing Afrique N°144, 11 juin 2019.

Women and Al-Shabaab's Insurgency, Briefing Afrique N°145, 27 juin 2019.

Time for Ethiopia to Bargain with Sidama over Statehood, Briefing Afrique N°146, 4 juillet 2019.

Somalia-Somaliland: The Perils of Delaying New Talks, Rapport Afrique N°280, 12 juillet 2019.

Safeguarding Sudan's Revolution, Rapport Afrique N°281, 21 octobre 2019.

Déjà Vu: Preventing Another Collapse in South Sudan, Briefing Afrique N°147, 4 novembre 2019.

Reprendre en main la ruée vers l'or au Sahel central, Rapport Afrique N°282, 13 novembre 2019 (aussi disponible en anglais).

Keeping Ethiopia's Transition on the Rails, Rapport Afrique N°283, 16 décembre 2019.

Annexe G : Conseil d'administration de l'International Crisis Group

PRESIDENT DU CONSEIL

Lord (Mark) Malloch-Brown

Ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement

PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Robert Malley

Ancien coordinateur pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et la région du Golfe à la Maison-Blanche

AUTRES MEMBRES DU CONSEIL

Fola Adeola

Fondateur et président, FATE Foundation

Hushang Ansary

Président, Parman Capital Group LLC ; ancien ambassadeur d'Iran aux Etats-Unis et ministre des Finances et des Affaires économiques

Gérard Araud

Ancien ambassadeur de France aux États-Unis

Carl Bildt

Ancien ministre des Affaires étrangères de la Suède

Emma Bonino

Ancienne ministre italienne des Affaires étrangères ; ancienne commissaire européenne pour l'aide humanitaire

Cheryl Carolus

Ancienne haute-commissaire de l'Afrique du Sud auprès du Royaume-Uni et secrétaire générale du Congrès national africain (ANC)

Maria Livanos Cattau

Ancienne secrétaire générale à la Chambre de commerce internationale

Ahmed Charai

Président-directeur général de Global Media Holding et éditeur de l'hebdomadaire marocain L'Observateur

Nathalie Delapalme

Directrice exécutive et membre du conseil de la fondation Mo Ibrahim

Hailemariam Desalegn Boshe

Ancien Premier ministre d'Ethiopie

Alexander Downer

Ancien ministre des Affaires étrangères d'Australie et haut-commissaire du Royaume-Uni

Sigmar Gabriel

Ancien ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier allemand

Robert Fadel

Ancien membre du parlement du Liban ; propriétaire et membre du conseil du groupe ABC

Frank Giustra

Président-directeur général, Fiore Group

Hu Shuli

Rédactrice en chef de Caixin Media ; professeure à l'université Sun Yat-sen

Mo Ibrahim

Fondateur et président, Fondation Mo Ibrahim ; fondateur, Celtel International

Wadah Khanfar

Cofondateur, forum Al Sharq ; ancien directeur général du réseau Al Jazeera

Nasser al-Kidwa

Président de la fondation Yasser Arafat ; ancien médiateur adjoint de l'ONU sur la Syrie

Bert Koenders

Ancien ministre néerlandais des Affaires étrangères et sous-secrétaire général des Nations Unies

Andrey Kortunov

Directeur général du Conseil russe pour les affaires internationales

Ivan Krastev

Président du Centre pour les stratégies libérales (Sofia) ; membre fondateur du conseil d'administration du Conseil européen des relations internationales

Tzipi Livni

Ancienne ministre des Affaires étrangères et vice-Premier ministre d'Israël

Helge Lund

Ancien président-directeur général de BG Group Limited et Statoil ASA

Susana Malcorra

Ancienne ministre des Affaires étrangères d'Argentine

William H. McRaven

Amiral retraité de la marine américaine ayant servi comme 9ème commandant du commandement des opérations spéciales américaines

Shivshankar Menon

Ancien ministre indien des Affaires étrangères et conseiller à la sécurité nationale

Naz Modirzadeh

Directeur du programme sur le droit international et les conflits armés de la faculté de droit de Harvard

Federica Mogherini

Ancienne Vice-présidente de la Commission européenne et haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

Saad Mohseni

Président et directeur général de MOBY Group

Marty Natalegawa

Ancien ministre indonésien des Affaires étrangères, représentant permanent auprès de l'ONU et ambassadeur au Royaume-Uni

Ayo Obe

Présidente du conseil, Gorée Institute (Sénégal) ; avocate (Nigéria)

Meghan O'Sullivan

Ancienne conseillère U.S. adjointe pour la sécurité nationale en Iraq et en Afghanistan

Thomas R. Pickering

Ancien sous-secrétaire d'Etat américain ; ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies, en Russie, en Inde, en Israël, au Salvador, au Nigéria et en Jordanie

Ahmed Rashid

Auteur et journaliste spécialiste de la politique extérieure, Pakistan

Juan Manuel Santos Calderón

Ancien président de la Colombie ; Lauréat du Prix Nobel de la paix 2016

Wendy Sherman

Ancienne sous-secrétaire d'Etat des Etats-Unis pour les affaires politiques et négociatrice en chef pour l'accord nucléaire avec l'Iran

Ellen Johnson Sirleaf

Ancienne présidente du Libéria

Alexander Soros

Membre, Open Society Foundations

George Soros

Président, Open Society Institute ; président du Soros Fund Management

Jonas Gahr Støre

Chef du Parti travailliste norvégien et du groupe parlementaire du Parti travailliste ; ancien ministre norvégien des Affaires étrangères

Jake Sullivan

Ancien directeur du personnel de planification de la politique au département d'Etat des Etats-Unis ; adjoint suppléant au président Obama et conseiller à la sécurité nationale au vice-président Biden

Lawrence H. Summers

Ancien directeur du Conseil de la sécurité économique et secrétaire du Trésor des Etats-Unis ; président émérite de l'Université de Harvard

Helle Thorning-Schmidt

Directrice générale de Save the Children International ; ancienne Première ministre du Danemark

Wang Jisi

Membre du comité de conseil en politique étrangère du ministère des Affaires étrangères chinois ; ancien directeur, Ecole des affaires internationales, Université de Pékin

CONSEIL PRESIDENTIEL

Groupe éminent de donateurs privés et d'entreprises qui apportent un soutien et une expertise essentiels à Crisis Group.

ENTREPRISES	DONATEURS PRIVES	
BP	(5) Anonyme	Stephen Robert
Shearman & Sterling LLP	Scott Bessent	Luděk Sekyra
Statoil (U.K.) Ltd.	David Brown & Erika Franke	Alexander Soros
White & Case LLP	Herman De Bode	Ian R. Taylor

CONSEIL CONSULTATIF INTERNATIONAL

Donateurs privés et entreprises qui fournissent une contribution essentielle aux activités de prévention des conflits armés de Crisis Group.

ENTREPRISES	DONATEURS PRIVES	
Anonyme	(3) Anonyme	Faisal Khan
APCO Worldwide Inc.	Mark Bergman	Cleopatra Kitt
Atlas Copco AB	Stanley Bergman & Edward Bergman	Michael & Jackie Lambert
Chevron		Samantha Lasry
Edelman UK	David & Katherine Bradley	Leslie Lishon
Eni	Eric Christiansen	Malcolm Hewitt Wiener Foundation
HSBC Holdings Plc	Sam Englehardt	The New York Community Trust –
MetLife	The Edelman Family Foundation	Lise Strickler & Mark Gallogly
Noble Energy	Seth & Jane Ginns	Charitable Fund
RBC Capital Markets	Ronald Glickman	The Nommontu Foundation
Shell	David Harding	Brian Paes-Braga
	Geoffrey R. Hogue & Ana Luisa Ponti	Kerry Propper
	Geoffrey Hsu	Duco Sickinghe
	David Jannetti	Nina K. Solarz
		Clayton E. Swisher
		Enzo Viscusi

CONSEIL DES AMBASSADEURS

Les étoiles montantes de divers horizons qui, avec leur talent et leur expertise, soutiennent la mission de Crisis Group.

Amy Benziger	Lindsay Iversen	Nidhi Sinha
Tripp Callan	Azim Jamal	Chloe Squires
Kivanc Cubukcu	Arohi Jain	Leeanne Su
Matthew Devlin	Christopher Louney	Bobbi Thomason
Victoria Ergolavou	Matthew Magenheimer	AJ Twombly
Noa Gafni	Madison Malloch-Brown	Dillon Twombly
Christina Bache	Megan McGill	Annie Verderosa
Lynda Hammes	Hamesh Mehta	Zachary Watling
Jason Hesse	Tara Opalinski	Grant Webster
Dali ten Hove	Perfecto Sanchez	

CONSEILLERS

Anciens membres du Conseil d'administration qui maintiennent leur collaboration avec Crisis Group et apportent leurs conseils et soutien (en accord avec toute autre fonction qu'ils peuvent exercer parallèlement).

Martti Ahtisaari Président émérite	Lakhdar Brahimi	Ricardo Lagos
George Mitchell Président émérite	Kim Campbell	Joanne Leedom-Ackerman
Gareth Evans Président émérite	Jorge Castañeda	Todung Mulya Lubis
Kenneth Adelman	Joaquim Alberto Chissano	Graça Machel
Adnan Abu-Odeh	Victor Chu	Jessica T. Mathews
HRH Prince Turki al-Faisal	Mong Joon Chung	Miklós Németh
Celso Amorim	Sheila Coronel	Christine Ockrent
Óscar Arias	Pat Cox	Timothy Ong
Richard Armitage	Gianfranco Dell'Alba	Roza Otunbayeva
Diego Arria	Jacques Delors	Olara Otunnu
Zainab Bangura	Alain Destexhe	Lord (Christopher) Patten
Nahum Barnea	Mou-Shih Ding	Surin Pitsuwan
Kim Beazley	Uffe Ellemann-Jensen	Fidel V. Ramos
Shlomo Ben-Ami	Stanley Fischer	Olympia Snowe
Christoph Bertram	Carla Hills	Javier Solana
	Swanee Hunt	
	Wolfgang Ischinger	
	Aleksander Kwasniewski	